

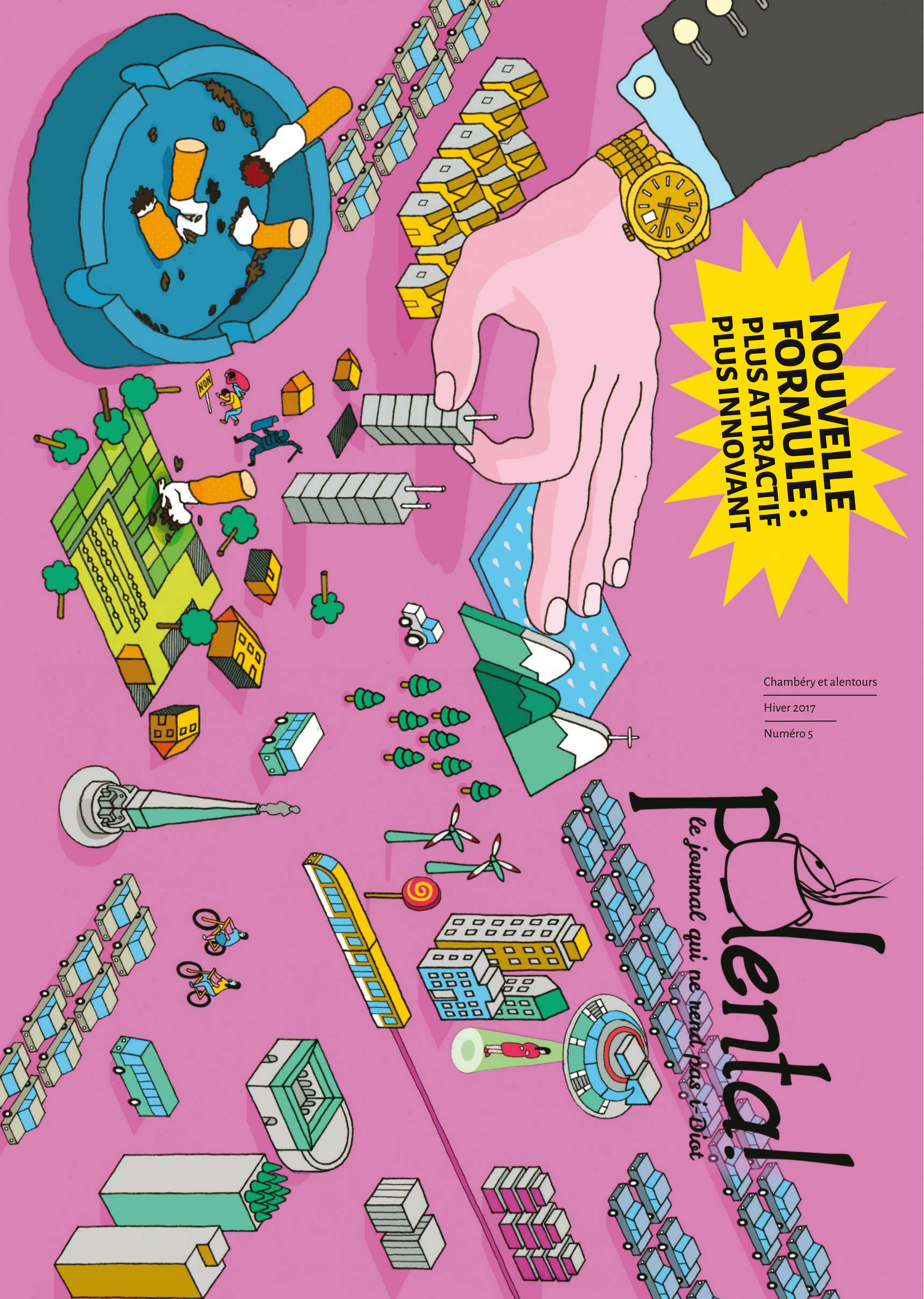
**NOUVELLE
FORMULE:
PLUS ATTRACTIF
PLUS INNOVANT**

Chambéry et alentours

Hiver 2017

Numéro 5

Le Journal
le journal qui ne rend pas i-Diot



LA CARTE DE JULIE



À NOS LECTEUREUSES

À VOS STYLOS, À VOS CLAVIERS

On ne vous le rappellera jamais assez, mais on est convaincu que vous avez plein de choses intéressantes à raconter sur le territoire chambérien et sur ce qu'il s'y passe. Alors n'hésitez pas à nous écrire, on est toujours à l'écoute de nos lectrices et lecteurs. On accepte même les cartes postales de vos vacances.

JOYEUX ANNIVERSAIRE ALTO

On n'y est pour rien. Si vous avez croisé nos bouilles dans le *Dauphiné libéré* (14/12/16), sachez qu'on ne nous a pas demandé notre avis. Trois journalistes de *Polenta!* aux micros de *Radio Alto* illustrent en effet l'article du quotidien local consacré au dixième anniversaire de la radio associative des Bauges. L'article omet d'ailleurs de signaler notre participation à l'ouverture de ces 12 heures de direct le 10 décembre dernier. Rancune, jalousie, compétition ? Allez, ça va, on n'a pas été invité au loto du club philatélique de *Barby* et on n'en fait pas un caramel !

Le plus marrant, c'est qu'on s'en est aperçu en trouvant un scan de l'article sur le site de Bernadette Laclais, la députée du coin et ancienne maire de Chambéry. C'est qu'elle aussi était là et elle s'en félicite. Mais ce qu'elle oublie de dire, c'est qu'on l'attendait pour midi et qu'elle avait deux bonnes heures de retard. Du coup, les diots étaient froids... Surtout, on pensait qu'elle nous avait snobés en omettant de nous dire bonjour en nous croisant au studio mais visiblement, c'était par timidité, préférant nous déclarer son amour en direct sur les ondes : « *Il est important d'avoir des médias non commerciaux, associatifs, avec des gens qui sont engagés et qui ont la volonté d'être pleinement ancrés dans le territoire qu'ils habitent et dans lequel ils travaillent* ». Merci pour déclaration, c'est bien tenté. Malheureusement, notre cœur et notre indépendance ne sont toujours pas à vendre...

CONDAMNÉ POUR AVOIR FAIT SON JOB

Le 30 janvier se tenait le procès en appel du *Postillon*. Le journal grenoblois était poursuivi par Christophe Ferrari, maire de Pont-de-Claix et président de Grenoble-Alpes Métropole, pour injure et diffamation suite à la publication d'un article documentant la souffrance au travail des agents de la mairie pontoise. En première instance, la justice grenobloise avait condamné *Le Postillon* à 6 900 € d'amende et de dommages et intérêts, ainsi qu'à publier ce jugement en Une et sur leur site internet. Cette fois-ci, le petit frère grenoblois de *Polenta!* a été relaxé des chefs d'accusation d'injure et diffamation pour certains passages de l'article, mais reconnu coupable d'injure pour d'autres. Résultat, la somme a été rapportée à 3 900 €, dont 2 000 € d'amende avec sursis qui sera à payer, au bon vouloir d'un juge, dans l'éventualité d'une condamnation dans les cinq ans à venir. Il s'agit là d'une muselière pour que *Le Postillon* apprenne (enfin) la « *prudence dans l'expression* »... sans, bien sûr, entraver la fameuse « *liberté d'expression* » célébrée partout il y a deux ans suite aux attaques meurtrières contre *Charlie Hebdo*. Prudence et liberté, voilà donc les guides-gardiens du job de journaliste, tour à tour mis en avant selon les circonstances. Ah, la fameuse indignation à géométrie variable des politiciens locaux ! Ce verdict, qui ouvre la porte à la condamnation de tout article jugé trop irrévérencieux, s'oppose à l'idée de la presse et de l'information locale qu'on défend à *Polenta!*. Voilà une bonne raison de continuer à exister.

TOUJOURS PLUS DE BÉTON

Depuis des mois, Bernadette Laclais, la députée de la circonscription et ancienne maire de Chambéry, raconte à qui veut bien l'entendre le rôle essentiel qu'elle a joué dans l'écriture de l'acte 2 de la Loi Montagne adoptée le 21 décembre dernier par le Parlement. Ce « *nouveau pacte entre la Nation et les territoires de montagne* » est, explique-t-elle sur son site web, « *une loi de progrès, très favorable à de nombreux aspects de la vie quotidienne. Elle ne correspond certes pas aux souhaits des plus extrêmes adeptes de l'aménagement lourd de nos montagnes, ni d'ailleurs aux souhaits des protecteurs les plus intransigeants. Elle permettra simplement à tout le monde de vivre mieux dans nos montagnes, si diverses* » (23/12/16). Bref, une loi présentée comme consensuelle, engageant certes quelques avancées notoires (par exemple des incitations pour l'installation de médecins de montagne et de meilleurs logements pour les travailleurs saisonniers) mais au bilan environnemental décevant puisqu'elle favorise l'urbanisation en montagne en assouplissant la procédure des Unités touristiques nouvelles (UTN). Autrement dit, elle facilite l'agrandissement des stations de sports d'hiver, ce qui va accentuer encore un peu plus la pression sur les terres agricoles. Au bout du compte, on est finalement bien loin de l'article 1 de la loi qui parle de « *développement équitable* » : l'agriculture a reçu la plus maigre part. Rien de très nouveau donc.

PASSAGE EN FORCE

Par le biais d'un amendement de dernière heure, l'acte 2 de la Loi Montagne prévoit finalement, par son article 95, de conférer à la société par actions simplifiées Tunnel Euralpin Lyon-Turin, promoteur de la Ligne à grande vitesse (LGV) éponyme, « *tous les droits [...] en matière d'expropriation [...] pour cause d'utilité publique* » et l'autorise à acquérir les terrains nécessaires par voie amiable. Autrement dit, on confie des missions régaliennes de l'État à une société privée, comme si de rien n'était. Ensuite, il ne reste plus qu'à ce que le Parlement donne son feu vert au démarrage des travaux. C'est désormais chose faite depuis le 26 janvier avec la validation de l'accord signé en 2015 entre la France et l'Italie : début du chantier annoncé pour 2018. Pourtant, le dit accord franco-italien précise dans son article 16 que « *la disponibilité du financement sera un préalable au lancement des travaux des différentes phases de la partie commune franco-italienne de la section internationale* ». Or, comme le stipulait en août dernier la Cour des comptes, les 30 milliards d'euros de financement du projet ne sont pas disponibles : les Sages s'inquiètent « *du caractère très préoccupant de cette perspective pour l'équilibre futur des finances publiques* ». Il n'y a plus qu'à créer un impôt sur l'évasion fiscale pour trouver les sous manquants.

EN DÉCLIN COMMERCIAL

En 2015, la ville de Chambéry affichait un taux de commerces vides supérieur à 10 %, selon un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF) et du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) publié le 20 octobre dernier. Une vacance commerciale qui la place dans le haut du classement des agglomérations de taille moyenne en déclin commercial : cela témoigne « *d'un déclin structurel de la commercialité du centre-ville* ». Pour apercevoir cette désertification commerciale, il n'y a qu'à parcourir les rues Croix d'or et d'Italie ou encore le Faubourg Montmélian, où les commerces fermés ou parés d'un trompe-l'œil sur des façades abandonnées se comptent par dizaines ; un nombre qui ne baisse pas depuis plusieurs années. L'une des explications de ce phénomène est le « *développement exagéré des surfaces commerciales en périphérie, à l'offre uniforme d'une ville à l'autre* » (Le Monde, 20/10/16), et dans l'agglomération, nous ne sommes pas en reste. Pourtant, Michel Dantin s'est fait élire maire en 2014 avec un programme plaçant comme priorité la lutte contre « *le déclin du commerce du centre-ville* ».

LE PRIVÉ PLUTÔT QUE LE PUBLIC

L'an passé, on vous racontait la tentation de Michel Dantin de se séparer d'une partie du patrimoine de la ville pour renflouer les caisses, plus particulièrement certaines écoles et lieux culturels (voir *Polenta!* n°1). Dans le viseur du maire de Chambéry, on trouvait notamment l'ex-école Croix-Rouge. Mais entre temps, il a eu une meilleure idée : faire payer le contribuable en utilisant l'argent public (100 000 €) pour effectuer une première tranche de travaux qui permette l'installation dans ses locaux de la fondation privée *Ma Chance, moi aussi*, sans trop évidemment en faire la publicité. Dans le même temps, à la rentrée, il n'a pas hésité à fermer l'école Pablo Neruda, jugée « très difficile à entretenir (infiltrations d'eau) et à sécuriser (intrusions récurrentes) » sans compter « l'aménagement inconfortable de l'accueil et des classes, celles-ci étant séparées en deux espaces distincts par des escaliers », ainsi que « l'absence de restauration scolaire au sein de l'école obligeant à des déplacements de groupes d'enfants pour se rendre à plus d'une centaine de mètres » (France 3 Alpes, 29/03/16). Deux poids, deux mesures comme on dit.

DÉTOUR PAR LA CASE PRISON

Lors de notre entrevue au siège de Chambéry métropole (voir p. 4-5), Florian Maître, directeur de cabinet du président Xavier Dullin, a défendu avec vigueur l'action de la politique municipale chambérienne et justifié les arbitrages politiques effectués depuis deux ans : « *L'équipe de Michel Dantin gère comme elle peut et, dans ces périodes, elle gère très bien les finances de la ville de Chambéry. L'état dans lequel l'équipe municipale actuelle les a retrouvées, c'est lamentable. Vous faites ça dans une entreprise, vous allez tous en prison. C'est lamentable, lamentable. 60 millions d'euros pour des emprunts toxiques, ça vous paie une gare* ». On ne doute pas que Bernadette Laclais appréciera la délicatesse.

UN BUS PASSE

Le 14 janvier, 200 personnes ont manifesté sous la pluie pour réclamer un réseau de bus plus performant et plus accessible dans l'agglomération. Leur adversaire ? Le nouveau réseau de bus du Stac imaginé et imposé à la fin de l'été par Xavier Dullin malgré une opposition vivace et des déboires judiciaires (voir *Polenta!* n°4). Présenté comme une « action citoyenne » impulsée par un « collectif d'habitants », cet énième raout contestataire a tout de même un goût d'orchestration par l'opposition municipale toujours à l'affût pour tenter d'affaiblir le président de Chambéry métropole.

CANICULE AUTOMNALE

Le 2 novembre, la presse nationale annonce à tout va des « scènes de violences urbaines » se déroulant à Chambéry-le-Haut, orchestrées par « des émeutiers âgés entre 15 et 20 ans ». On a même le droit au direct sur BFM TV, aux commentaires et à l'analyse de Michel Dantin à l'AFP. De quoi faire peur et augmenter le trafic sur son site web grâce à des internautes avides des moindres détails de ce fait divers à l'apparence exceptionnelle de par son traitement médiatique sensationnaliste. Et à ce petit jeu, *Le Dauphiné Libéré* a réalisé un bon score, en assurant pour l'occasion un live-blogging suivant le déroulé des événements minute par minute : plus de 150 000 visites alors qu'habituellement les articles ne sont lus au plus que quelques milliers de fois. De quoi également susciter la créativité des internautes : « *Émeutes actuellement à Chambéry où des bandes de racailles bronzées cagoulées brûlent les voitures et pillent les magasins !* ». Tout ça pour seulement quelques containers à poubelle et une voiture incendiée, pour protester contre l'installation d'une caméra de vidéosurveillance. Décidément, Michel Dantin est vraiment prêt à tout faire parler de Chambéry et rendre attractif notre territoire. Enfin une innovation innovante.



N°2 : LE DOUTE DOIT BÉNÉFICIER AU PRÉVENU

Ici, c'est la Justice que l'on juge : ses rituels, ses méthodes, ses biais.

Dans ce deuxième épisode, on s'attache à présenter et à analyser l'usage, par les professionnels de Justice, d'une règle de Droit permettant de pointer l'absence et/ou l'insuffisance d'éléments caractérisant la culpabilité d'un justiciable et ainsi de maintenir son innocence. Récurrente dans la bouche des avocats, elle l'est beaucoup moins dans celle des magistrats du parquet ou du siège. Sur les plus de 200 procès auxquels nous avons assisté pendant deux ans, elle n'a été employée qu'une seule fois par ces derniers et a donné lieu à la relaxe du prévenu sur un des chefs d'inculpation motivant sa comparution. C'est sur ce procès que nous allons revenir, afin de comprendre comment cette maxime est utilisée, au quotidien, dans les tribunaux civils et pénaux de Chambéry.

L'exemple

À la barre M. Renard, un jeune homme d'une vingtaine d'années, clopinant sur des béquilles. Le juge prend la parole, l'air perplexe, le dossier sous les yeux : « *C'est du charabia ces qualifications juridiques de l'officier de la Police judiciaire. Bon, en gros, vous avez causé un accident, il y a eu des blessés et vous ne vous êtes pas arrêté alors que vous aviez conscience que vous aviez causé un accident. Jusque-là, ce n'est qu'un banal accident de la circulation routière, sauf que les circonstances sont quand même étonnantes et que M. Marmotte et Mme Belette soutiennent dans leurs dépositions une version qui consiste à dire que, finalement, ce choc n'est pas accidentel* ». Deux motifs de comparution sont à l'œuvre : blessures involontaires et délit de fuite. Deux parties civiles se sont constituées : le couple d'accidentés Marmotte et Belette. Chacun des participants renvoie la responsabilité du « *coup de volant* » ayant occasionné la sortie de route, à la partie adverse. Point important : Mme Belette signale avoir distinctement aperçu le sieur Renard les « *regarder méchamment* », « *chercher la bagarre* » et « *donner volontairement un coup de volant* ». Des rapports d'expertises contradictoires se succèdent. L'avocat des parties civiles insistent sur les photographies prises, qu'il qualifie de « *parfaitement claires* » quant au point de choc des véhicules et allant, d'après lui, dans le sens des déclarations des demandeurs. Bref, l'audience semble suivre un cours habituel : elle se dirige vers la déclaration de culpabilité du prévenu... Mais le magistrat du parquet prend la parole et commence sa plaidoirie en discréditant l'expertise fournie par la partie adverse. Puis il poursuit en se livrant à une réflexion inhabituelle : « *Dans la voix même de l'avocat de la partie civile, on a entendu cette phrase maître : la version de M. Marmotte n'est pas conforme à la réalité telle qu'elle a pu se produire. On ne peut pas se satisfaire dans la justice pénale de « la réalité a pu se produire* ». Il n'y a que des certitudes. Et, en l'absence de certitude, c'est aussi mon rôle de ministère public de dire qu'il ne peut y avoir de condamnation. Alors oui, effectivement, je vais vous demander une relaxe pour des blessures involontaires, parce qu'il existe un doute certain. Il existe un doute certain dans la capacité de ce dossier à caractériser l'imprudence, la maladresse, la négligence, le manquement aux règles de sécurité ou de liberté de M. Renard. » L'étonnement est grand pour l'observateur. Le magistrat du parquet continue en motivant son interprétation : « *Ce qui me fait dire ça, c'est le témoignage de Mme Tortue : "Un véhicule nous a doublés à très vive allure et s'est rabattu après avoir doublé une citerne ; il me semble que c'est celui qui a terminé en contrebas de l'autoroute". Alors je ne suis pas certain que ce soit vous, M. Marmotte, mais, tout parent responsable que vous êtes, il y a un témoin extérieur qui dit que la voiture qui a fini en bas, c'est à dire la Golf, eh bien c'est son conducteur qui a doublé et qui s'est rabattu. Alors que vous, M. Marmotte,*

vous dites que vous rouliez prudemment et que vous étiez avec vos enfants ». Le magistrat du parquet demandera finalement la relaxe concernant les blessures involontaires et 1000 € de dommages et intérêts pour délit de fuite. Le juge suivra ses réquisitions et prononcera une unique amende de 500 € pour délit de fuite.

L'analyse

Comment expliquer un propos, si inattendu, du magistrat du parquet ? Pas par le manque de preuves suffisantes, situation qui se présente régulièrement. Non, la nouveauté qui apparaît ici, c'est la déclaration de Mme Tortue, témoin extérieur à « l'affaire », contredisant la version des parties civiles. Ainsi, le doute ne serait mis en jeu que lorsqu'une contradiction saillante apparaîtrait parmi les éléments de preuve du dossier. Mais surtout, pour que la relaxe soit demandée par le parquet, le doute ne doit plus porter sur les faits eux-mêmes mais sur les éléments de preuves et la manière dont ils ont été transmis (par qui, sous quel mode...). Outre la restriction du champ d'application de la règle de droit (« *le doute doit bénéficier au prévenu* »), on observe également l'émergence d'une hiérarchie implicite entre les différents modes de preuve. Dans le cas d'une preuve apportée par autrui, comme c'est le cas ici, il arrive que celle-ci soit mise en doute, par exemple, en invoquant des pathologies psychiques, des difficultés perceptives ou des intérêts non avouables envers le prévenu. Apporter de tels éléments est, on s'en doute, une tâche éminemment complexe voire quasiment impossible lors d'un conflit entre inconnus se déroulant en l'absence de tout témoin déclaré. Enfin, dans le cas de preuves considérées comme « *scientifiquement démontrables* », mieux vaut-être physicien. En 2012, en effet, Dmitri Krioukov, physicien à l'Université de Californie à San Diego, a produit devant le tribunal qui le jugeait pour une infraction routière un article intitulé « *La preuve de l'innocence* ». Elle attestait que le policier ayant constaté l'infraction aurait pu avoir une illusion d'optique dans la situation énoncée. Il a été relaxé. Au cours d'un procès, l'essentiel du travail des magistrats pour s'assurer de la culpabilité du prévenu n'est donc pas la recherche d'éléments tangibles et irréfutables mais l'absence de doute sur les preuves, leur provenance et leur élaboration, même si celles-ci s'avèrent être de simples témoignages ou si elles sont insuffisantes pour reconstituer intégralement les événements passés. De ce fait, un « coupable » n'est pas une personne dont on est assuré qu'elle a commis un acte illégal, mais dont on est assuré que les preuves qui l'accusent, aussi incomplètes soient-elles, ne peuvent être mises en doute. Gageons qu'avec cette méthode, le nombre d'innocents déclarés coupables ne peut-être que globalement élevé...

LA LOI DE L'ATTRACTIVITÉ UNIVERSELLE

En juin dernier, Chambéry métropole lançait la Fabrique du territoire, grand projet participatif innovant pour dessiner tou·te·s ensemble la métropole de 2030. Fin novembre, elle tenait un stand au Salon international de l'immobilier d'entreprise (Simi) à Paris, pour la deuxième fois consécutive. Aucun lien, au premier abord, entre ces deux initiatives. À bien y regarder, elles procèdent pourtant d'une même logique.

Un soir de décembre, pic de pollution oblige, c'est en voiture que nous nous rendons au Bourget-du-Lac voir ce qui se trame à l'atelier de la Fabrique sur la « *Métropole ouverte* ». Passage par l'accueil où on récupère les post-it qui nous correspondent (vert pour acteur socio-économique). Puis une animatrice nous explique comment coller nos post-it devant un panneau qui explique comment coller nos post-it. Enfin on entre, plusieurs séries de panneaux nous présentent des choses et d'autres et, sur chaque panneau, se trouvent des espaces où coller nos post-it avec nos avis. Des cartes également, ainsi que des feutres et crayons pour y gribouiller nos idées et envies de déplacement, d'aménagement. On dessine un télécabine entre Valence et Genève. Au centre de la salle, trois tablettes sont à disposition pour voir les résultats des sondages menés jusqu'ici. À l'entrée à gauche, du jus d'abricot, de pommes, du vin, mais pas de cacahuètes.

Les bonnes habitudes

Nous restons quelques temps à observer et boire du jus d'abricot. Il n'y a pas foule, beaucoup d'élu·e·s du cru et leurs ami·e·s, ainsi que quelques citoyen·ne·s habitué·e·s des sauteries institutionnelles. Moins de 200 personnes ont répondu aux premiers sondages et une quinzaine en tout ont laissé un mot sur la plate-forme web de la Fabrique. Alors on se demande : est-ce que cela n'intéresse pas les chambérien·ne·s ? Xavier Dullin avait promis de nous rencontrer pour en discuter mais c'est finalement son directeur de cabinet, Florian Maître, qu'il a envoyé au casse-pipe. Celui-ci s'en est plutôt bien sorti, bottant subtilement en touche à chaque attaque dangereuse : « *On savait qu'aller chercher les habitants, c'était difficile. Pourtant, vous avez bien vu les Decaux au centre de Chambéry et dans l'agglomération qui annonçaient la Fabrique du territoire* ». Citoyen·ne·s, ouvrez les yeux, bon sang, la démocratie en dépend !

L'idée de l'atelier « Métropole ouverte », c'est, d'après F. Maître, de « *déterminer le bon périmètre, le bon bassin de vie pour les habitants* ». On nous demande donc où on travaille, où on fait nos courses, où on va au cinéma... La partie la plus interactive consistait d'ailleurs à déterminer à quelles communes l'on souhaiterait voir s'étendre l'agglomération. Une présentation des « *résultats* » en fin de soirée permettait d'imaginer une taille idéale. Bien entendu, il n'était que possible d'agrandir l'agglomération...

Un problème de taille

Quelques bourgetain·e·s avaient pris la liberté d'installer dans le hall des panneaux témoignant des difficultés de connexion des réseaux de bus entre Chambéry métropole et Grand Lac. La plupart des post-it portaient d'ailleurs sur ce sujet, qui a plus à voir avec le nouveau plan de circulation qu'avec une quelconque vision de l'avenir. Ces remarques, au fond, vont plutôt dans le sens des volontés de Chambéry métropole. La conception de l'atelier proposé au Bourget-du-Lac, donc dans l'agglomération voisine, était en effet sans équivoque. On peut d'ores et déjà affirmer qu'une des conclusions de la Fabrique sera l'agrandissement de l'agglomération ainsi que le développement des transports en commun et la mutualisation de services publics à l'échelle du dénommé Sillon Alpin. Une tendance au regroupement qui n'est pas que locale mais également portée par l'État et sa réforme territoriale. Avec, cependant, une différence d'appréciation : « *Ce qui était très intéressant avec la loi NOTRe (Nouvelle organisation territoriale de la République), c'est qu'on imposait, explique F. Maître. Pourquoi donc le préfet n'a-t-il pas imposé la fusion entre Chambéry et Grand Lac ? Je peux vous dire que les élus de Chambéry étaient prêts* ». Manque de bol pour tout le monde, au 1er janvier 2017, c'est avec Cœur des Bauges que Chambéry métropole a fusionné. Une fusion imposée donc, contre l'avis de la plupart des communes des deux agglomérations. Fusion ou bien plutôt absorption ? En termes de population, les Bauges ne pèsent pas lourd. F. Maître, évidemment, se défend de toute absorption et insiste plutôt sur les efforts faits par Chambéry métropole pour « *intégrer les agents des Bauges* ».

Pourtant, Chambéry métropole et Grand Lac avaient tout fait pour rendre visible leur volonté de travailler ensemble, surtout en ce qui concerne les compétences économiques. L'an dernier naissait notamment la marque Chambéry Grand Lac, preuve, pour F. Maître, que « *les élus sont arrivés à dépasser les frontières administratives et les clivages* ». Ces élargissements, ces regroupements ne sont-ils pas toutefois chose courante, stratégie banale pour attirer les entrepreneur·se·s ? Oui, mais « *la grande différence, c'est que nous, on le fait, on se structure, on parle avec l'agglomération d'à côté. Les entrepreneurs voient ça avec intérêt* ». D'après F. Maître, il serait donc plus attractif de parvenir à discuter avec les communes voisines que de réussir à fusionner avec, comme Annecy et sa nouvelle grande ville...



Pourquoi Xavier Dullin ne voulait pas des Bauges

C'est avec panache que Xavier Dullin s'est battu pour ne pas se retrouver à gérer les Bauges. Raisons avancées : un non-sens géographique, culturel et historique, un coût conséquent pour Chambéry métropole et une loi qu'il condamne. Mais si l'on y pense, que cela lui apporte-t-il, à Xavier Dullin, d'être à la tête de cette nouvelle agglomération ?

Côté marketing, peu d'intérêt puisque notre communauté urbaine dispose déjà d'un morceau des Bauges, en particulier la station de sports d'hiver de La Féclaz. Un morceau très attractif et amplement suffisant pour se targuer d'être un territoire de montagne situé au cœur de la « *skyline alpine* » et vendre cette image aux futurs investisseurs. Côté territoire, voilà Xavier Dullin avec un Parc naturel régional (PNR) sur les bras, structure à laquelle il ne porte que peu d'affection, comme le prouve sa défense de la politique de Laurent Wauquiez à la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce dernier souhaite en effet effectuer, sans concertation préalable, des réductions budgétaires importantes pour les PNR, quitte à ce que cela remette en cause leur avenir, alors qu'ils sont indispensables au développement de territoires tels que le Massif des Bauges. Côté identité enfin, on peut comprendre qu'il n'y a que peu à voir entre l'entrepreneur high-tech de la vallée et le pagu des montagnes : le vivre-ensemble a des limites qu'on ne saurait franchir.

Mais voilà, au prétexte qu'il manquait 35 habitants à Cœur des Bauges pour rester indépendante, le regroupement a malgré tout été imposé par la préfecture. Une position téméraire allant jusqu'à faire démentir François Hollande qui, le 20 août 2015 au Châtelard, déclarait : « *C'est vous qui décidez. C'est votre responsabilité. Est-ce que vous restez dans la structure que vous avez jusqu'à présent ou est-ce que vous en prenez une autre ? C'est vous qui déciderez et vous ne pourrez pas vous exonérer ensuite pour dire que c'était la loi ou que ce n'était pas la loi* ».

Mais voyons le bon côté des choses. L'annexion de Cœur des Bauges par Chambéry métropole a l'avantage de donner un peu de consistance à l'argument marketing de Chambéry Grand Lac, qui présente notre territoire comme situé « *au cœur des Alpes* ». Car il faut bien le dire, d'un point de vue géographique, on serait plutôt « *au pied du Jura* ».

« La réussite avec un grand air »

C'est le slogan de Chambéry Grand Lac et en ces temps d'intense pollution de l'air, on a un peu du mal à y croire. Le discours classique fait porter le chapeau à l'anticyclone, en oubliant les problèmes structurels complètement indépendants des conditions météorologiques (voir p.10). F. Maître regrette à ce propos l'abandon du contournement autoroutier qui aurait permis aux camions de tourner autour de la ville au lieu de la traverser et compte sur « le report des camions sur le train, première priorité de la LGV Lyon-Turin ». Mais comme on le sait, la circulation n'est qu'une partie du problème. Sur les « 70 % restants, par exemple le chauffage, la question est de savoir comment être innovant ». Il faut bien comprendre que pour Chambéry métropole, innovant et efficace sont en quelque sorte des synonymes. Comme si s'agiter et agir voulaient dire la même chose. Or, des idées innovantes, on en a, ils en ont, et ils comptent en avoir toujours plus, grâce aux entreprises nouvellement attirées sur notre territoire.

Innovation du domaine public, X. Dullin et ses homologues annéciens imaginent créer un pôle métropolitain pour anticiper sur la fermeture du tunnel du Mont Blanc aux camions, lequel amènerait plus de trafic à Chambéry. Un échelon administratif de plus ? « Non, une association de lobby vis-à-vis des agglos voisines et de la Région pour faire exister notre territoire de façon cohérente », explique F. Maître. Pas de nouveaux impôts donc, pas de complexification, mais bien la volonté de s'asseoir de temps à autre autour d'un verre entre agglomérations voisines. On peut certes rester perplexe quant à l'efficacité d'une simple association sans moyens financiers ou de pression effectifs, c'est-à-dire coercitifs, pour améliorer la qualité de l'air. « L'important c'est que ça bouge », n'est-ce pas ?

Ami ou ennemi ?

Agglomération, association, région, Sillon alpin, dans notre tête, les structures se mélangent, se superposent, se recourent et on se demande qui est avec qui et contre qui on se bat. Coopération ou compétition ? Si on pose la question aux principaux concernés alors, bien sûr, on nous répond que tout le monde travaille main dans la main. Mais si on cherche à comprendre pourquoi autant d'effort est mis pour vendre notre territoire à l'extérieur, on nous explique que c'est parce qu'il est en compétition avec les autres. Quelque chose vous échappe ?

On va au Simi (voir encadré), on crée des labels, on crie haut et fort notre joie de faire partie de la French Tech... X. Dullin a même réussi à se faire inviter au Club de l'Ours, un club d'entrepreneurs de Lyon, auxquels il a vanté nos mérites entre deux coupes de champagne. On l'a vu sur Youtube. Mais est-ce que ça sert vraiment à quelque chose ? La réponse de F. Maître est simple : « Encore une fois, si on ne fait rien, c'est terminé pour notre territoire. On n'aura pas de nouvelles dynamiques parce qu'on va se faire aspirer pas tous ces gros mastodontes ».

Le mot clé, celui qui porte la solution et nous guide, c'est le marketing territorial. Il faut proposer une offre alternative. Or, si on jette un œil à ce qui se fait ailleurs, par exemple en déambulant dans les couloirs du Simi, on se rend compte que tout le monde tient plus ou moins le même discours, tous les territoires semblent être les plus agréables à vivre et avec les plus belles perspectives d'installation. Les entreprises innovantes, voilà la cible de ces opérations de communication. Il paraît qu'aujourd'hui, ce sont elles qui créent de l'emploi. Sans doute : à côté des quelques emplois de cadres innovants, cette façon d'envisager le développement crée des emplois de ménage, de maintenance, de commis de cuisine... Tout cela s'accorde

parfaitement au modèle de l'individu-e entrepreneur-se vanté par Savoie Technolac (voir p. 11-13), où des tâches rondement réparties permettent à tout-e un-e chacun-e de s'épanouir, que ce soit balai, clé à molette ou smartphone en main.

Fabrique-moi un mouton

Finalement, on comprend bien le désarroi de ce participant consciencieux de la Fabrique qui, alors qu'on lui demande de choisir « la bonne taille pour son agglo », se demande sur quels critères et dans quel but et à qui on répond, tout simplement : « Et bien, selon vous, selon vos activités, vos déplacements... ». On voudrait nous faire croire à des questions objectives. Or, interroger les gens sur les lieux de travail, de divertissement et de shopping pour penser la bonne taille du territoire, n'est-ce pas d'une certaine façon raisonner à l'envers ? N'y aurait-il pas, derrière nos quotidiens, nos routines, une quelconque influence des choix politiques, rendue totalement invisible par l'apparente neutralité des thématiques proposées ? Car il y a bien une logique derrière ces questions et elle est simple : il faut être attractif (entendez pour les entrepreneur-se-s), afin d'avoir un territoire plus dynamique (c'est-à-dire que l'argent circule), sinon le grand loup notre voisin va nous dévorer tout cru. Cette logique sous-tend de manière assez évidente les questions des sondages de la Fabrique, modelant donc les réponses des habitant-e-s, c'est-à-dire leurs avis, ainsi que leur façon d'envisager leurs lieux de vie.

Quelques mots échangés au Bourget-du-Lac avec une animatrice de la Fabrique nous convaincront pourtant que c'est avec de bonnes intentions et du sérieux que son équipe a pensé cette consultation. La démocratie participative ne serait-elle donc qu'un concept impossible ? À Chambéry métropole, en tout cas, la question n'est pas là : « Aujourd'hui, on ne peut pas faire abstraction de l'avis de la population » explique F. Maître. « Et l'important, c'est de donner une vision innovante de Chambéry », de montrer que c'est un territoire qui bouge. « On veut un territoire ambitieux, on a tout pour réussir ». Et ce qu'est un territoire ambitieux, on nous l'assure, « ce sera à la concertation de le dire ». Bref, chers habitants, chères habitantes, l'existence de notre territoire est entre nos mains. Sous le regard bienveillant de nos élu-e-s dynamiques.



Une errance au Simi, par notre correspondante locale

Au sortir du métro, je me perds dans les couloirs et galeries pour retrouver la surface. Il me faut un certain temps pour comprendre que cette galerie commerciale pleine de boutiques de luxe est bien le Palais des Congrès. J'avais en tête quelque chose de monumental, de moderne, de solennel, mais non : le Palais des Congrès est un centre d'affaires. J'émerge dans un hall immense où trône un gigantesque escalator. À ses pieds, des hôtes accueillent les invités au compte-goutte. Il ne manque que le tapis rouge. Je récupère mon badge obtenu de façon frauduleuse, *Polenta!* n'ayant ni l'envie ni l'enveloppe pour me payer la nocturne du Simi, et m'engage dans le flux des cadres en costume. Trois niveaux d'exposition. Cadre classique, fond noir, surface infinie, éclairage au néon. Des stands regroupés en « îlots » hétéroclites, où banques, fonds d'investissements, promoteurs immobiliers, agences d'architectures, entreprises de construction, bureaux d'étude et organismes publics cohabitent sans complexe. Les stands sont chaleureux : faux parquet, mobilier bois, lignes épurées, lumières d'ambiance, fauteuils cosy... Bienvenue au salon de l'immobilier Ikea. J'arpente les couloirs, visite les différents territoires en promotion : le grand Paris, Lyon métropole, Chambéry métropole, l'éco-quartier Victor-Hugo de Bagneux... Partout la communication est impeccable, vantant la proximité géographique et la facilité d'accès, les surfaces d'exploitation disponibles en milliers de m², les points forts de développement, avec plans et maquettes à l'appui. Au stand de Chambéry métropole, l'ambiance est joviale voire potache : « À Paris, vos posters, ce sont nos fenêtres ». Clairement, c'est sur le cadre de vie qu'on mise pour attirer le client : vidéos de parapente qui défilent dans l'allée, vue du ciel de la vallée chambérienne en guise de décor, dessin de la « skyline alpine » omniprésent sur le stand. Je fais mine de m'intéresser au projet. Penchée sur une maquette du futur pôle d'affaires de la Cassine, on m'explique avec peine quelques axes de réflexion urbanistiques : un téléphérique et une passerelle piétonne pour désenclaver le quartier haut et le connecter au quartier de la gare, un projet immobilier mixte pour créer un poumon économique. Lorsque j'essaie d'en savoir plus sur l'organisation de l'agglomération et sur le phasage des opérations, les réponses se font très floues et incertaines. Un peu déçue par cette tentative d'interaction, je me replie sur une carte plus attractive. On peut zoomer sur les différents secteurs possibles d'investissement, avec épingles et encadrés sur les dynamiques existantes (écoles d'ingénieurs, entreprises implantées, start-up innovantes...) et sur les premiers dispositifs déjà mis en œuvre (par exemple des pépinières d'entreprises). C'est relativement plat et laborieux et je m'ennuie très vite. Je regarde autour de moi. L'ambiance est festive. Coupes de champagne et petits fours, éclats de rire, accolades. Chacun semble exécuter sa prestation avec une grande maîtrise. Je me sens un peu décalée et je ne peux m'en prendre qu'à moi : j'étais venue chercher des informations, Chambéry métropole et ses homologues cherchaient des investisseurs.

La plume du bitume

Pour Marc Nammour, le rap est sans conteste le rejeton des voix de Brassens, Brel et Ferré. Qu'on le veuille ou non. Une musique du cœur, du corps, une musique politique. Pour sa première sortie artistique, *Polenta!* s'est fait inviter au concert de La Canaille, le 19 janvier dernier à la MJC de Chambéry. Entre balances et repas, c'est au Bartem, dans le va-et-vient des travailleur·se·s de la MJC, que nous avons rencontré le rappeur du groupe.

C'est quoi *La Canaille* ?

La Canaille, c'est un groupe de rap. Un groupe de rap avec musiciens, ce qui fait la différence avec pas mal d'autres projets rap. Mais je revendique clairement le côté rap.

Si on te dit « rap conscient », ça te parle ?

J'ai compris que dans la bouche des gens "rap conscient" ça voulait dire en gros une plume politique, une plume qui est dans la satire et un peu subversive. Mais moi je préfère ces adjectifs-là, satirique, subversif, à conscient. C'est un peu comme engagé, je trouve que ça ne veut rien dire. Sarkozy est engagé, Le Pen est engagé. Alors je préfère dire caustique, ou subversif. Subversif, ça veut dire renverser, passer à autre chose.

Pour parler de tes textes, tu emploies parfois le mot rap et parfois le mot poésie. Les deux mots n'ont pas la même connotation. Tu te situes comment là-dedans ?

Pour moi, rap et poésie, c'est la même chose. La différence, c'est que la poésie a peut-être une esthétique plus vaste. Le rap, c'est une poésie particulière, parce qu'elle a une rythmique, parce qu'il y a des rimes, alors que la poésie peut très bien être en prose. La poésie englobe plus de choses mais le rap c'est de la poésie, c'est sûr.

Comment en es-tu arrivé à faire de la poésie ?

Mon entrée dans la littérature, c'est le rap. C'est la musique que j'écoutais à 10-12 ans, celle des grands frères au quartier dans lequel j'ai grandi. Ensuite, je me suis mis à l'écriture parce que, comme beaucoup d'adolescents, j'en avais gros sur la patate. Puis j'ai mis ça en musique avec des potes. Au départ, je ne lisais que très peu, presque rien, et avec l'écriture je me suis intéressé à la poésie, je suis allé lire ce qui s'apparentait à ce que, moi, je pensais que le rap était, c'est-à-dire une expression poétique. J'ai lu beaucoup de poètes et je n'ai pas arrêté depuis. Ce que j'attends des poètes, c'est qu'ils me donnent des clés de lecture du monde. C'est à ça que sert la poésie, ça te permet de te situer, et surtout ça te parle d'ici et maintenant. Des poètes comme Nâzım Hikmet, par exemple, ça me parle énormément.

Pourrait-on dire, alors, que le rap est la poésie contemporaine qui s'écoute le plus ?

Je suis convaincu que le rap, c'est l'expression poétique d'ici maintenant. Par contre, c'est aussi le style de musique ou d'écriture le plus décrié parce qu'il subit les clichés du haut de l'iceberg, qui est très consensuel, très commercial. On ne décrie pas autant le rock ou la chanson française. Le rap, c'est le seul style de musique qui est toujours réduit au haut de l'iceberg. Et c'est hyper malsain. Par exemple, pour tourner, le rap a très peu de fenêtres. Les rappeurs bossent très peu la scène parce qu'ils ont peu d'opportunités de jouer. Et c'est paradoxal parce que c'est la musique qui se vend le plus : actuellement, dans les 10 premiers du top album, la moitié c'est du rap. Du rap commercial bien sûr.

N'y a t-il pas certaines scènes qui sont plus à même d'accueillir du rap ?

Au milieu des années 80, pour résister à la musique institutionnalisée et que les jeunes se retrouvent dans les programmations, on a créé les Smac (Scènes de musiques actuelles). C'était une mission de résistance et de diversité culturelle. Mais maintenant, les programmations des Smac se ressemblent de plus en plus, comme dans les grands festivals.

Pourquoi le rap est-il à ce point décrié à ton avis ?

Parce que le rap est éminemment politique. On peut faire le constat que le rap s'est démocratisé, qu'il est sorti des quartiers populaires. Mais il reste avant tout l'expression des quartiers populaires, il ne faut pas lui enlever ça. C'est très important, historiquement c'est la plume du bitume. Or, on est dans une société où le pauvre est méprisé, attaqué de tous côtés. C'est comme un « package », le pauvre, ses conditions de vie, sa culture, ses loisirs, c'est tout dans un « package » merdique. Et ça me met en colère ; légitimement je pense.

Tu parlais du haut de l'iceberg. Le rap souffre justement de préjugés assez lourds, de sexisme, d'homophobie, de vulgarité. Qu'est-ce que tu en dis, toi ?

À partir du moment où une œuvre artistique est sexiste, raciste, rétrograde, capitaliste, je ne vais pas dire que ça me touche, c'est sûr. Mais ça, ce n'est pas propre au rap. Et puis la vulgarité, ça dépend de chacun. Ce n'est pas parce qu'on utilise des gros mots que, tout de suite, je vais trouver ça vulgaire... Par exemple Sarkozy-Rollex, ça je trouve ça vulgaire, vraiment. Et le petit gars en bas de sa cité qui dit « *Nique sa mère* », je n'en ai rien à faire. Effectivement, c'est un peu vulgaire, c'est sexiste si on va au bout de l'expression mais ça ne me choque pas. En tout cas, ça me choque moins que la vulgarité bourgeoise. Et ce qui est sûr, c'est que ça fait moins de mal.

Un ami à moi dit qu'écrire, c'est comme jeter une bouteille à la mer. C'est comme ça que tu vois les choses ?

C'est un peu ce que je dis dans *Parler aux inconnus* [sur *Deux yeux de trop*, dernier maxi, disponible en ligne]. Tu es devant ton mur, tu te creuses la tête sur les mots et tu ne sais pas qui va être ton auditoire. Après, moi, je fais une poésie qui mélange le poétique et le politique, alors dire que ma parole est complètement neutre, c'est faux. Je suis issu des quartiers populaires et j'analyse la réalité à travers le prisme prolétaire donc forcément, si je dois m'adresser à une partie de la population en premier, j'ai envie de dire que ce serait à tous les prolos, à la majorité de la population qui ne détient pas les moyens de production. Ça peut être la caissière, le gars de quartier, le prof... Les 3/4 des rappeurs, leurs parents sont soit à l'usine, soit à la sécurité, soit ils font du ménage. C'est le monde prolétaire, c'est les « galériens ». C'est à eux que j'ai envie de m'adresser avant tout. Ce qui me touche dans la poésie, ce sont les chants d'émancipation.

Je me suis trouvé à un endroit et je me suis dit : merde, on n'est voué ni à l'échec ni au déterminisme social ; et j'ai eu envie de péter les barrières qui m'ont mis dans ce rôle de « p'tit gars de cité-fume du shit-écoute du rap ». La poésie m'a beaucoup aidé parce qu'elle m'a donné des armes, des idées, des concepts. Aimé Césaire, par exemple, a eu un rôle fondamental, c'était une révolution dans ma tête. Dire : je suis quelqu'un, debout, libre, ici, maintenant. Ceci dit, je suis conscient du paradoxe que ceux qui viennent en concert, malheureusement, ce ne sont pas souvent les « galériens », c'est plutôt une autre partie de la population, qui a la culture du concert. Les plus « galériens » ne sortent pas, ils ne vont pas en concert. Leur accès à la culture, c'est TF1.

Et tu n'es pas près de passer sur TF1...

Ça c'est clair. Et puis si je passe là-bas, c'est que vraiment j'ai merdé de A à Z !

Est-ce que par la poésie, tu as d'une certaine façon pu « embarquer dans l'ascenseur social » ?

La poésie, elle ne te permet pas de passer à un autre rang social. Elle ne paye pas ton loyer. Et l'ascenseur social, je trouve que c'est un faux concept. C'est seulement de la bonne conscience républicaine, c'est le rêve américain, c'est la carotte. Je n'y crois absolument pas ou alors s'il y a un ascenseur social, il est coincé au sous-sol et il pue la pisse. Par contre, je crois à l'auto-détermination. Si j'ai des murs, je les brise. Je suis animé d'une espèce de soif de revanche. Mais quand je parle de revanche c'est positif. Et je pense que ça, ce n'est lié ni à la République ni à l'espèce de Liberté Fraternité Égalité. Ce n'est lié qu'à toi, à ta niaque. Et si les quartiers populaires m'ont donné un trait de caractère, c'est vraiment ça, cette histoire de « tu lâches pas l'affaire, tu continues à te battre, tu t'bats tu t'bats tu t'bats jusqu'à ce que tu arrives à ton objectif ».

Le rap, de par ses origines sans doute, s'attaque souvent à l'histoire coloniale de la France. Est-ce que c'est un sujet qui est important pour toi aussi ?

L'histoire coloniale va beaucoup plus toucher les gens qui sont originaires d'Afrique. Moi ce n'est pas mon cas, je suis né au Liban qui est un ancien protectorat français, mais je n'ai pas eu la même histoire coloniale qu'en Algérie ou en Afrique noire.

Moi, je m'inscris plus dans un rap de lutte. Bien sûr, la colonisation rentre là-dedans parce que la République a du sang sur les mains. On voit encore aujourd'hui de vieux réflexes coloniaux qui ressortent et arrivent avec une parole raciste aux plus hautes places de l'État. C'est quelque chose que je dénonce bien évidemment. Mais sur tout le passé colonial de la France, ceux qui, vraiment, ont été très très forts, c'est *La Rumeur*, ce sont eux qui ont la plus belle parole anticoloniale.

Depuis trois numéros, on parle de l'état d'urgence et de radicalisation dans *Polenta!*. Tu crois que l'état d'urgence, c'est devenu la normalité et que c'est pour ça qu'on n'en parle plus ?

La vie en France est devenue comme ça, sous état d'urgence. Un État policier et répressif où on confie les pouvoirs de la Justice à la police. Et on a l'impression que les gens oublient que c'est toujours d'actualité. Alors que c'est une grosse atteinte aux libertés individuelles. Maintenant, il faudrait demander le droit de manifester. Pour moi, c'est une catastrophe, ça fait partie des raisons pour lesquelles je suis de plus en plus en colère et de plus en plus anti-républicain. Si, avec ses « *Liberté Égalité Fraternité* » inscrits sur tous les collèges de France, la République instaure ça, entre ce qu'elle prétend et ce qu'elle est, ce n'est plus un monde, c'est une espèce de galaxie. J'ai envie de dire que cette parole républicaine, elle est répugnante. Répugnante République. Et ce n'est pas près de s'arranger, avec un second tour de la présidentielle qui va sûrement nous faire un Fillon-Le Pen... Elle est bien belle leur république humaniste. Au final, elle n'est plus qu'un totem autour duquel les installés, les brasseurs de vent, s'agitent.

SOUS LES GRAVIERES, LE SACCAGE

Prenez un bon tas de poubelles. Ajoutez un soupçon de déchets d'activités de soins à risque infectieux. Faites cuire à 850 °C sur grilles inclinées. Vaporisez quelques gouttes de boue de station d'épuration au-dessus du mélange. Vous obtenez du mâchefer, pur produit de l'incinération des ordures ménagères. Chaque année, 3 millions de tonnes de ces déchets sont produits dans l'hexagone. Destination ? Sous le bitume. Ou comment transformer un déchet en produit de technique routière alternatif et rémunérateur en toute légalité. Pourquoi se priver ?

Vous êtes de ceux qui pensent que l'incinération des ordures ménagères brûle absolument tout ? Autant imaginer que le nucléaire est une énergie propre... L'incinération produit en effet, en bout de chaîne, deux nouveaux déchets. D'un côté les REFIOM (résidus de fumées d'incinération des ordures ménagères), classés déchets dangereux. De l'autre, les mâchefers, dits non dangereux mais déchets quand même, et dont il faudra bien se débarrasser car ils représentent tout de même 20% du volume des déchets incinérés...

Aujourd'hui, par un subtil glissement sémantique, on ne brûle plus, on ne se débarrasse plus, on « valorise ». Valorisation énergétique tout d'abord, au lieu de la vieillotte incinération, puisque celle-ci produit désormais électricité et chaleur thermique. Valorisation de matériaux ensuite, avec les REFIOM, sésame obligatoire pour leur faire passer la frontière en toute légalité : ils finiront leur vie confinés dans des fûts étanches pour combler des mines de sel désaffectées en Allemagne. Non, non, ce n'est pas de l'élimination ! Pour les mâchefers enfin, on utilisera volontiers le terme nettement plus tendance de recyclabilité et valorisation de matériau alternatif. Marketing, quand tu nous tiens !

Grave rentable

À Savoie Déchets, Syndicat mixte gérant l'UVETD (Usine de valorisation énergétique et de traitement des déchets) de Chambéry, 18 923 t de mâchefer ont été produites en 2015. Et qu'en a-t-on fait ? On les a mis sous les routes. Constitués de verre, de silice, d'alumine, de chaux, d'eau et de métaux lourds, de texture et d'aspect similaires à des graves, les mâchefers ont vite été identifiés comme possibles matériaux alternatifs de technique routière, utilisables en sous-couche de voirie ou en remblais.

Étonnamment, ces déchets sont la plupart du temps donnés et non vendus. Ainsi, en 2013, Savoie Déchets a participé financièrement à la fourniture et au transport de 9 850 t de graves de mâchefer pour la réalisation d'une plate-forme de voirie réalisée par la ville de Chambéry, à hauteur de 7,62 € la tonne. Sans cette aide, la ville de Chambéry aurait dû déboursier près de 300 000 € d'achat de grave naturelle pour sa sous-couche routière. Qui dit mieux ? Et puisque c'est légal, où est le problème ?

On peut légitimement se méfier d'un déchet recyclable donné, voire rémunéré. Les emballages, plastiques et cartons que nous nous évertuons à déposer dans des sacs ou des conteneurs à tri ne sont-ils pas, *in fine*, revendus à des industriels afin de réintégrer des processus de recyclage ? Le plastique récupéré au centre de tri des emballages de Savoie Déchets n'est-il pas revendu 184 € la tonne et l'aluminium 500 € ? Contre toute attente, le mâchefer, déchet pourtant dit *recyclable*, échappe à la règle de ces fructueux marchés de revente des matériaux... Les entreprises, dit-on, n'auraient pas le goût sinon de s'en embarrasser...

Grave risquée

En 2014, suite à des travaux de comblement ayant utilisé des mâchefers à Chambéry-le-Haut, quelques riverains constatent un écoulement malodorant et de couleur sombre en contrebas de l'ouvrage. La ville de Chambéry ne répondant pas à leurs inquiétudes, les riverains préviennent alors la Frapna (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature) qui sollicite à son tour Savoie Déchets pour faire pratiquer des analyses. « *Celles-ci ont révélé une défaillance dans la conception de l'ouvrage*, témoigne Hervé Billard, chargé de mission à la Frapna de Chambéry : *il manquait un drainage de fond et une accumulation d'eau non prévue par l'hydrogéologue a provoqué un écoulement en milieu naturel et à proximité directe des habitations et des habitants. Les analyses ont confirmé que les mâchefers en étaient bien la cause* ».



Le mâchefer est en effet un granulat très poreux, pouvant absorber plus d'eau que les matériaux naturels. À cet effet, il n'est jamais réemployé en sortie d'usine, mais laissé quelques semaines, voire quelques mois sur une plate-forme de maturation, le temps de se « stabiliser ». Utilisé alors dans ces conditions réglementaires, il devient inerte, par l'effet de la chaux qu'il contient. Ses limitations d'usage concerneront sa proximité avec les points d'eau : interdits dans les zones inondables, à moins de trente mètres de tout cours d'eau, lac ou étang, ou à proximité des réseaux de captage en eau potable. On applique donc très justement un principe de précaution. Qui dit précaution dit bien sûr risque : bien que classé déchet non dangereux, le mâchefer contient toutefois des hydrocarbures, dioxines, furannes, HAP, PCB, BTEX et des COT, dont les valeurs limites sont clairement exposées dans des tableaux d'utilisation réglementaire... à condition que l'ouvrage lui-même respecte les normes. Car la moindre infiltration d'eau serait susceptible de laisser s'échapper dans le sol tous ces éléments polluants, sans aucune prise en compte de leur évaluation écotoxique, c'est-à-dire leur impact réel sur les écosystèmes...

À Chambéry-le-Haut, l'histoire devrait bien se terminer. Des travaux de collecte et de redirection des écoulements constatés vers le réseau d'assainissement seront finalement réalisés cette année et pris en charge intégralement par Savoie Déchets. Même s'ils n'en avaient pas l'obligation, n'étant pas responsables du défaut d'ouvrage initial.

1. Rapport annuel 2015 Savoie Déchets consultable sur le site www.savoie-dechets.com

Parcourir Chambéry à la c

EDITO

Ce mois-ci, pour sortir des sentiers aux éléphants rouges indiquant les monuments emblématiques de Chambéry, *Polenta!* vous propose un parcours idéal pour faire de vous une femme, une vraie (ne vous inquiétez pas messieurs, nous avons également pensé à vous) !

Puisse cette nouvelle approche vous donner envie de découvrir notre ville pleine d'injonctions et de consommations, qui fait son charme si commun.

Tradition des Vosges

Que nous dit la tradition vosgienne ? Quand Madame fait la cuisine, Monsieur sort du bain.

**d'après les mannequins de la vitrine de Janvier.*

Côté Mariage

Si pour votre mariage, vous rêvez de la même robe que Cendrillon, ce n'est pas un coup de baguette magique qui suffira. Pour scintiller de mille feux, il va falloir avoir : les cheveux lisses, les longs cils courbés, la bouche bien pulpeuse, une poitrine à la bonne taille, un tour de bras à la bonne taille, une taille à la bonne taille. Bref, au boulot, et au portefeuille, votre marraine la bonne fée est partie au ski !

Ps : Messieurs, votre mannequin, contrairement à celui de votre moitié, n'aura pas la chance d'avoir un bouquet de fleurs en guise de tête, mais un petit nœud papillon fantaisie pourra égayer votre traditionnel costard noir.

PROLONGER LA DECOUVERTE

Cette liste est bien sûr loin d'être exhaustive... N'hésitez pas à aller vous perdre avec malice dans les zones commerciales et autres temples de la consommation, des paires de fesses pour vendre des matelas aux publicités complètement photoshoppées, il y a de quoi se régaler.

Calzedonia, Etam Lingerie, Rouge-gorge lingerie, Orcanta

En parcourant la place Saint Léger, impossible de le manquer :

Tous les magasins de lingerie semblent s'adresser à la même personne : une femme qui se veut désirable, aux mensurations barbiesques. Tant d'uniformité si éloignée de la diversité des usages et des corps qui se vêtent de culottes, ça lasse non ?

Darshan

Une petite pensée pour ce lieu voué à disparaître, où une ribambelle de mannequins, clairement sous acide, n'avait pas bien l'air concernée par toutes ces histoires d'allure sexy et de chevelure ondoyante.



découverte de sa féminité

Dépil'tech

Que dire face à tant de créativité, tant d'insistance dans le dénigrement du poil et de la ride ? Que dire face à ces représentations d'hommes et de femmes si affligeantes ? Rien, ou plutôt si : on vous souhaite, quelle que soit la longueur de votre pilosité, quelles que soient les marques qui ornent votre corps, beaucoup de tendresse et de plaisir.

Naturhouse,

Au temple de la petite gélule...

Et non, ceci n'est ni un magasin bio, ni un lieu de retour aux sources ambiance bain de boue et poil aux genoux. Ceci est, pour changer, un lieu où des experts en nutrition veillent sur votre poids, un lieu dont le but affiché n'est ni de manger sereinement, ni d'être bien dans sa peau, mais bien de peser le bon nombre de kilos !

Clara beauty

Pour apporter un peu d'harmonie et de douceur dans ce monde de brutes, la boutique Clara Beauty nous ravit de son univers rose pastel mais ne manque pas de nous rappeler notre quête éternelle (compétitive elle aussi à sa manière) : « dis-moi qui est la plus belle ».

Venum

Et pour être un homme, un vrai, comment faire ? Le premier adage sera : « plus c'est imposant, mieux c'est ! ». S'il faut perdre du poids, c'est pour reprendre du muscle. Et pour les gros biceps, rien de tel que des grosses boîtes de produits super-protéinés ! Enfin, vous serez contraints de faire votre place dans un « univers fight » fait de performance et de compétition !

Nocibé

Et son slogan : « La beauté libérée »... ou plutôt « souffrir pour être belle et payer pour être libre ! ».

Sens pour elles

Du sens pour elles ? Des paillettes, du pastel, des bougies parfumées... Cuisine, décoration d'intérieure et beauté.

Sans oublier en enseigne : le mythe de la femme qui se prélassait dans son bain !

L'Antre des jeux

Dès le plus jeune âge, tu apprendras qu'un sac bleu d'aventurier, c'est pour un garçon et qu'un sac rose de rêveuse, c'est pour une fille. Ouf, la draisiennette et les Kapla, ça a l'air d'être encore pour tout le monde !

Une réclamation ?

Cher·e·s commerçant·e·s chambérien·ne·s, si vous êtes surpris·e·s de ne pas vous trouver dans notre sélection et que vous vous sentiez concerné·e·s, n'hésitez pas à nous contacter !

AU GRAND AIR



En décembre, un voile jaunâtre a recouvert quotidiennement l'agglomération chambérienne, conséquence d'un épisode de pollution atmosphérique marqué et symptôme visible d'une crise sanitaire invisible dont ne se soucient guère les pouvoirs publics. Pourtant il y a urgence à agir rapidement : chaque année, la pollution de l'air due aux particules fines entraîne la mort de 48 000 personnes en France, soit 9 % de la mortalité du pays. Chez nos voisins grenoblois, c'est une personne qui décède tous les trois jours à cause de l'air qu'elle respire. La facture annuelle de cette crise sanitaire est évaluée à 100 milliards d'euros.

Polenta! est le seul journal du monde intégralement distribué à bicyclette. Ni le vent, ni le froid, ni la neige n'arrêtent notre équipe de livreur·se·s *es-mâis*, pas plus que les kilomètres à parcourir pour déposer le dernier numéro chez votre buraliste préféré. Cela permet d'être sur le terrain, au contact de ce qui s'y passe, de vivre le territoire, d'y découvrir les aspérités jusqu'alors invisibles. C'est comme ça, autour d'une escapade à vélo, que la pollution de l'air a surgi dans ce numéro de *Polenta!*, quelques jours avant les fêtes de fin d'année. La scène se déroule sur la terrasse d'un illustre bar chambérien.

- Je ne comprends pas, j'ai les yeux irrités, ils me grattent sans cesse depuis tout à l'heure. C'est vrai, j'ai forcé aujourd'hui un peu plus que d'habitude, mais je n'ai jamais eu ces symptômes jusqu'à maintenant. Et en décembre, ça ne peut pas être des allergies au pollen. Tu crois que c'est quoi ?

- À ton avis ?

- Je ne sais pas. En plus, je suis restée en fond de vallée pour éviter de m'essouffler en montant un col.

- Ce n'est pas toi qui me racontais la semaine dernière qu'en Maurienne, les lycéens sont de plus en plus nombreux à avoir régulièrement des symptômes similaires ? Toux sèches, maux de gorge, congestion nasale, démangeaison des yeux... Même que vous observiez une recrudescence de crises d'asthme en période de forte pollution dans la vallée.

- Oui, effectivement. Dire que je n'y ai pas pensé, alors même qu'on est en pic de pollution à Chambéry depuis plusieurs jours. C'est fou tout de même la capacité qu'on a, individuellement, à se voiler la face.

- Approche et met la tête en arrière, je vais te laver les yeux avec du sérum physiologique.

L'arrêté préfectoral relatif aux modalités de gestion des épisodes de pollution de l'air ambiant en vigueur en Savoie confirme, si besoin en est, la véracité de cette situation à l'apparence anecdotique : il est fortement conseillé de restreindre ses activités physiques car la pollution entraîne des altérations respiratoires et des hyperactivités bronchiques et favorise les infections pulmonaires. Les études scientifiques menées sur le sujet ne sont pas plus rassurantes : la pollution contribue au développement de cancers et de maladies cardiovasculaires, respiratoires et neurologiques ; elle favorise les troubles de la reproduction et du développement de l'enfant ; elle représente une perte d'espérance de vie de 2 ans pour une personne âgée de

30 ans vivant en France. D'après les bulletins pollution émis quotidiennement par la Préfecture régionale, c'est principalement la situation météorologique qui entraîne, et donc qui serait responsable des pics de pollution, car elle « *reste favorable à l'accumulation des particules fines* ». En effet, lors d'une situation anticyclonique, la stabilité de l'air ne permet pas la dispersion habituelle des polluants.

Au-delà des seuils d'alerte

Sauf qu'en réalité, le problème est ailleurs. Ainsi, contrairement à une idée reçue, les pics de pollution pèsent moins sur la santé que l'exposition chronique. L'impact sur la santé résulte surtout, à long terme, de l'exposition au jour le jour à des niveaux de pollution inférieurs aux seuils d'alertes définis par le dispositif préfectoral. Dans l'agglomération, la qualité de l'air est particulièrement dégradée. Ainsi, sur les dix premiers jours de janvier, elle est très nettement de plus mauvaise qualité à Chambéry que dans la vallée de la Maurienne selon l'observatoire *Air Auvergne-Rhône-Alpes*. Le 10 janvier par exemple, l'air chambérien était noté à 70/100 (qualité médiocre) contre 34/100 (qualité bonne) pour l'air maurienais. Et surtout, cette pollution dépasse systématiquement et très largement les normes sanitaires fixées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). À cet égard, Chambéry enregistre un taux moyen annuel de concentration de particules fines de 19,5 µg / m³ d'air, alors que la limite admissible pour la santé est fixée à 10. L'air y est même plus pollué qu'à Paris qui affiche un taux de 18 µg / m³.

Une pollution attractive

Cette qualité de l'air exécrable et l'inaction des pouvoirs publics locaux offrent ainsi une place de choix à l'agglomération chambérienne : elle est l'un des dix territoires pour lesquels la France est poursuivie depuis six ans devant la Cour de justice de l'union européenne (CJUE) par la Commission européenne pour non respect des normes sanitaires et des règles en matière de qualité de l'air. Autrement dit, il est reproché à la France de ne pas se conformer aux niveaux réglementaires de concentration de particules fines dans l'air et de ne pas mettre en place des plans d'action répondant aux ambitions de la directive. Après des années de tergiversation, Chambéry métropole a enfin adopté un Plan local de la qualité de l'air (PLQA). Instauré il y a quelques mois, ce dernier contient quinze mesures qui, au regard du dernier rapport de l'OMS sur le sujet, restent très largement insuffisantes pour contribuer à une baisse structurelle et significative des émissions polluantes. Bref, ce n'est pas demain que la qualité de l'air que nous respirons va s'améliorer.

LE BONHEUR EST DANS L'INNOVATION

Savoie Technolac, à la fois incubateur et accélérateur de start-up, rassemble 230 entreprises innovantes et 3 800 salariés, mais aussi 1 000 chercheurs et 5 000 étudiants. Près de 10 000 technopolitains s'y rendent donc chaque jour pour innover ; « *un concentré de technologie et de cerveaux* », dicit la presse économique mainstream. Trente ans que cela dure, un anniversaire que *Polenta!* ne pouvait pas manquer. Début janvier, nous avons donc rencontré ses plus fervents promoteurs : Jean-Jacques Duchêne, directeur général du site depuis ses débuts, Cécile Mériguet, responsable marketing et communication, et Hervé Laurent, directeur de la base incubation. N'ayant visiblement rien à cacher, c'est avec joie qu'ils ont répondu à nos questions. Tout aussi bons joueurs, c'est leur parole brute qu'on a décidé de vous livrer, sans commentaires. Enfin, presque...

Depuis sa création en 1987, Savoie Technolac est une « *formidable aventure* », s'enthousiasme Jean-Jacques Duchêne, pour qui c'est un plaisir de conter les grands faits marquants du développement de la technopole savoyarde, impulsés par « *la nécessité d'être dans l'air du temps* ». Même si la collaboration entre recherche, enseignement supérieur et monde de l'entreprise n'a pas toujours été facile, on est fier d'affirmer qu'à force de persévérance, « *l'entreprise n'est plus le diable aujourd'hui dans le monde universitaire* ». En témoigne le label French Tech récemment obtenu, comme 13 autres territoires du pays, pour « *faire de la France entière un vaste accélérateur de start-up* » dans le domaine du numérique et construire « *un réseau d'écosystèmes attractifs* ». Le discours est le même à Grenoble, à Toulouse, à Saclay, à Saint-Quentin-en-Yvelines.

J.-J. DUCHÊNE – En effet, on est allés espionner ce que faisaient les autres et on s'est branchés sur le modèle qui était en vogue à l'époque. En réalité, le modèle ce n'était pas Grenoble mais la Californie. En version franchouillarde évidemment, c'est-à-dire qu'on mettait un peu d'institutionnel, alors que là-bas c'est un mouvement naturel et culturel, ça va plus simplement. Les Américains, c'est eux qui donnaient le ton. **POLENTA!** – Et aujourd'hui, on est en concurrence avec Annecy et Grenoble ?

J.-J. DUCHÊNE – Non.

POLENTA! – On est en coopération alors ?

J.-J. DUCHÊNE – Non. Le mot qu'on utilise habituellement, c'est « *coopétiteur* ». On est concurrent et coopérant aussi, il y a forcément les deux aspects. Évidemment, l'enjeu est de garder les emplois près des habitats et des gens qui votent. Mais tout le monde cherche à faire la même chose et la croissance se fait en allant la chercher ailleurs pour la ramener à l'intérieur. Donc Annecy fait son boulot, nous on fait le nôtre, Grenoble fait le sien...

...et tout va bien dans le meilleur des mondes.

On cherche à innover

« Innovation », c'est le maître mot de notre discussion. C'est aussi celui qu'on trouve sur tous les supports de communication (plaquettes, sites web, vidéos) des institutions engagées dans cette dynamique. Un terme pourtant jamais défini.

POLENTA! – Qu'est ce que ça veut dire, l'innovation ?

J.-J. DUCHÊNE – Chacun peut y aller de sa définition.

C. MÉRIGUET – C'est ce qui permet de créer de la valeur ajoutée. C'est le levier qu'on utilise pour pérenni-

ser et accélérer le développement des entreprises.

J.-J. DUCHÊNE – En fait, c'est ce qui se vend.

C. MÉRIGUET – C'est l'innovation qui permet à l'entreprise d'être compétitive. Le cycle de vie classique, c'est le démarrage du produit, puis l'âge d'or et, au bout d'un moment, un déclin. Si alors on ne vient pas lancer un processus d'innovation, on va retomber. Là, l'objectif, c'est de continuer à être en développement.

H. LAURENT – L'innovation au sens large, c'est ce qui est nouveau, ça peut être le marketing, le digital, l'économie sociale et solidaire, le commercial, les façons de distribuer et de vendre au niveau mondial, organisationnel, managérial, etc. C'est tout ce qui fait avancer dans une voie, entre guillemets, de « *progrès* ». Bien sûr, on pourrait encore se questionner sur la notion de progrès. Mais l'important, c'est d'avancer, d'aller vers une amélioration.

Mais attention, il faut bien distinguer ce qui relève de l'invention et de l'innovation.

H. LAURENT – La notion d'invention, c'est le salon des inventeurs de Genève, par exemple, le tire-bouchon à roulette qui permet d'ouvrir une bouteille en même temps qu'on boit, mais ça, ça ne trouvera jamais son marché. L'innovation c'est quand un produit ou un service apportant une amélioration trouve un marché et permet de répondre aux besoins d'un client. C'est relativement simple !

Très simple donc : l'innovation, c'est la créativité au service du marché. On a l'impression d'entendre Joseph Schumpeter, l'économiste du début du 20^{ème} siècle :

J. SCHUMPETER – L'innovation est un processus de mutation industrielle [...] qui révolutionne constamment de l'intérieur la structure économique, en détruisant constamment ses éléments vieillissants et en créant constamment des éléments neufs. Ce processus de destruction créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme.

On n'a pas le choix

Bref, pas innovante pour deux sous la définition de l'innovation made in Savoie Technolac. Leur regard critique leur permet toutefois d'affirmer une certaine singularité :

J.-J. DUCHÊNE – Au fond, on pourrait se poser la question philosophiquement : est-ce que c'est utile, l'innovation ? Beaucoup de gens diraient que non.



Après tout, aujourd'hui on vit très bien. Moi, dans mon petit village à l'époque, il y avait des bœufs qui tiraient des chars à foin, c'était magnifique, il y avait de l'eau dans les champs, c'était le paradis quoi, c'est vrai. Aujourd'hui, quand je vois ce que c'est devenu, c'est une catastrophe ! Mais il n'empêche qu'on est un peu entré dans un mouvement perpétuel d'innovation qui est mondial et que si on ne bouge pas, on se fait dépasser par les autres.

POLENTA! – Cela veut dire qu'on n'a pas le choix ?

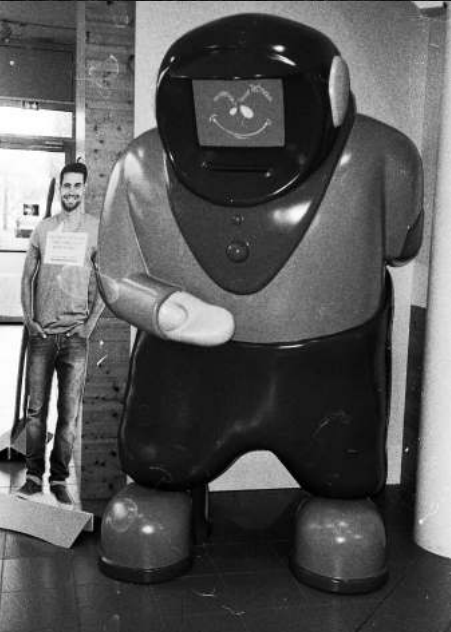
J.-J. DUCHÊNE – On n'a pas le choix, non.

H. LAURENT – Si, on a toujours le choix : on a le choix de la société qu'on veut.

J.-J. DUCHÊNE – Oui, ça dépend un peu du vote des gens, de quelle société ils veulent, des politiques qui tirent dans tel ou tel sens. Mais tant qu'on ne remet pas en cause le système économique mondial tel qu'il est, ben on est embarqués dans la moulinette.

Embarqués dans la moulinette de Savoie Technolac, on trouve notamment l'agriculture et les agriculteurs. L'extension en cours du site, vers le sud, va en effet détruire 30 ha de zone agricole.

J.-J. DUCHÊNE – Cela fait trente ans que l'on vit sur une centaine d'hectares qui étaient déjà colonisée par l'armée. Donc jusqu'à maintenant, on n'a absolument



pas pénalisé les agriculteurs. On commence à le faire mais on les accompagne, on fait en sorte de gérer leur sortie car ils n'ont pas forcément des repreneurs.

POLENTA! – Ce sont tout de même trente hectares qui vont être urbanisés.

J.-J. DUCHÊNE – C'est vrai, on bouffe des terres agricoles, on mange des terrains en zone humide et aussi des terrains d'habitation.

Tous ces usages sont en compétition et il y a des procédures pour essayer de ménager les intérêts des uns et des autres.

D'ailleurs, maintenant, avec les procédures de compensation, c'est très compliqué de faire du développement économique.

POLENTA! – On ne peut nier la nécessité d'avoir des terres agricoles au cœur de l'agglomération. C'est une autre façon de rendre le territoire attractif car il y a aujourd'hui une demande sociétale en ce sens.

J.-J. DUCHÊNE – Vous avez raison. Les solutions qui se mettent en place, c'est de monter en hauteur pour éviter de s'étaler. À Savoie Technolac, on contribue à imaginer autre chose pour gagner de la place et éviter de prendre trop vite sur l'espace agricole.

POLENTA! – Ne serait-il pas plus simple de ne pas étendre la superficie de la technopole ?

J.-J. DUCHÊNE – Cette volonté n'est pas critiquable car elle correspond à une réalité d'évolution qui fait qu'il y a de moins en moins d'agriculteurs et la nécessité d'avoir des emplois. La démographie est en croissance permanente du fait de la pression de Grenoble, Annecy et Genève, tout arrive ici et les gens veulent de l'emploi ici. Ils trouvent le terrain vachement sympa. Mais ça n'empêche pas qu'on réfléchisse à d'autres solutions, y compris à réintroduire l'agriculture sur les toits. Ce sont d'autres modèles agricoles à imaginer, une agriculture « *nouvelle génération* », hors-sol et un peu technologique.

Gastroland

Suivant ce propos, le directeur de Savoie Technolac n'hésite pas à nous faire part d'une de ses grandes idées :

J.-J. DUCHÊNE – J'avais proposé un concept que j'avais appelé « *Gastroland* », qui a beaucoup séduit, mais qui n'a pas eu un élu pour le reprendre. Au Bourget, il y a la moitié des étoilés de Savoie, c'est un vrai potentiel pour trouver une nouvelle branche de développement. Et le grand espace à l'entrée de Savoie Technolac, ça pouvait faire un parc d'attraction gastronomique, c'était un Disneyland de la gastronomie !

POLENTA! – Cela aurait été original et nous aurait différenciés de Grenoble et Annecy ! (rires)

C. MÉRIGUET – Jusqu'à Disneyland, tu étais bien. (rires)

J.-J. DUCHÊNE – L'agriculture aurait été présente avec des technologies nouvelle génération, des restaurants moléculaires ou je ne sais pas quoi, ou même des restaurants traditionnels, pourquoi pas, de la polenta avec des diots par exemple. Il y a de place pour ça, il y a de la technologie, il y a de l'innovation. C'est nouveau, ça change de modèle, il ne faut rien s'interdire. C'est de la créativité. Vous êtes des créatifs, vous aimez ça, la créativité. Moi j'aime ça !

On accompagne

Après cette parenthèse que l'on prend pour ce qu'elle vaut, c'est-à-dire une vaste blague, on tente de retrouver un peu de sérieux. Mission impossible...

POLENTA! – Trente hectares qui disparaissent et personne qui se mobilise pour les défendre, c'est assez surprenant. Comment l'expliquez-vous ?

J.-J. DUCHÊNE – C'est le rapport aux personnes, la qualité du dialogue. Ici les agriculteurs, on les connaît tous. On leur a trouvés des solutions alternatives.

POLENTA! – Des solutions alternatives ?

J.-J. DUCHÊNE – Des terrains ailleurs, même si c'est assez rare car c'est très difficile de trouver des terrains. En revanche, on a des brigades blanches, ce sont eux qui déneigent le terrain. Ils s'éclatent, ils mettent à profit leur tracteur. On a payé les lames et ils y trouvent un revenu complémentaire. Ça leur va très bien.

Après tout, être auto-entrepreneur en agriculture ou en déneigement, l'important c'est le tracteur, non ?

J.-J. DUCHÊNE – Et puis, leurs produits agricoles, on les promeut sur nos sites web, on les associe à la fête annuelle des technopolitains. La fiesta dans l'année ! Ils nourrissent un cochon et demi et ils font des diots.

Devant tant de créativité, et n'oubliant pas que tout délire a sa mesure, on ose une question :

POLENTA! – Et du coup, on s'arrête où et quand ?

J.-J. DUCHÊNE – C'est le bon sens paysan qui doit l'emporter. C'est de plus en plus ça qui l'emporte. C'est vrai qu'il y a des pressions car les gens ne sont pas tous paysans dans leur tête, ils font pression, vous faites pression, nous faisons pression, les politiques

font pression... C'est le jeu démocratique. Mais de plus en plus, les procédures administratives visent à créer un dialogue pour pacifier la relation et trouver des solutions plus intelligentes que les rapports de force.

On décide

Le bon sens paysan, avouons-le, on ne s'attendait pas à le croiser à Savoie Technolac. Une expression qui cache une volonté politique évidente : dissimuler qui a le pouvoir afin de le garder, tout en évitant qu'il ne soit remis en cause par d'autres. On met les pieds dans le plat :

POLENTA! – La fête des technopolitains par exemple, on la doit à vous ou c'est une volonté politique des élus ? Qui impulse ?

Qui décide ?

C. MÉRIGUET – La volonté politique, c'est que ça fonctionne bien, qu'on mette de l'huile dans les rouages, que ça se développe.

POLENTA! – Alors c'est vous qui prenez les décisions ?

C. MÉRIGUET – Encore une fois, c'est du bon sens paysan.

J.-J. DUCHÊNE – Les idées concrètes, oui, on les a bossées. C'est notre boulot d'inventer des solutions. Mais elles ont toujours été accompagnées par les politiques, ils ont été très présents dans le système.

On ne sait pas où on va

L'ambiance est joviale, la parole se libère, les choses s'éclaircissent. On comprend peu à peu qui décide et qui accompagne les décisions. On tente alors une sortie sur le Sillon Alpin, ce vieux projet de mégapole continue de Genève à Valence que les acteurs économiques et politiques nous ressortent régulièrement (sans que jamais il n'aboutisse) dès lors qu'il est question de sauver notre territoire face à une compétition mondialisée à laquelle il faut s'adapter.

J.-J. DUCHÊNE – Ça n'a pas abouti parce que les gens ne veulent pas.

Ce ne sont pas tant les politiques, ce sont les électeurs qui font de la résistance. En revanche, ça a ouvert la voie aux autres acteurs qui n'ont pas les contraintes des électeurs : les entreprises, qui font du business. Ce que les entreprises veulent, c'est survivre et se développer. Et ce couloir, il a du sens. Et ces initiatives de développement, spontanées et libérales dirait Macron (*rires*), elles peuvent profiter au territoire. C'est aussi une approche à considérer que de dire : on peut laisser faire les entreprises, elles sont en train de tracer la voie, de faire les choses, ça fonctionne tout seul et on accompagnera ce mouvement. C'est ce que fait le politique. C'est d'accompagner la mouvance de la population, c'est de suivre... pour calmer, pour arrondir, pour mettre un peu d'huile. Mais ce n'est pas de précéder, de révolutionner, à part les dictateurs.

Aujourd'hui donc, plus besoin des dictateurs, les entreprises montrent la voie. Allez, inventons un mot : la démocratie entrepreneuriale. Les entrepreneurs entreprennent et les politiques suivent, arrondissent les angles, font en sorte que « ça » passe. Nul doute que tout le monde y trouve son compte.

J.-J. DUCHÊNE – Le système est en pleine évolution, en pleine révolution même, et ça va aller très, très vite. Ça peut être très risqué mais c'est aussi une sacrée opportunité. Il faut ouvrir les oreilles et les yeux et il faut y aller. Dans un reportage que j'ai vu, des chercheurs en neurosciences se demandaient quelle attitude il faut avoir devant une situation extrêmement floue. La réponse c'est : il faut improviser !

POLENTA! – Et c'est ce qu'on fait aujourd'hui, on improvise ?

J.-J. DUCHÊNE – (*rires*) Il ne faut surtout pas rester dans la posture habituelle et répéter les gestes du passé. Il faut changer, il faut oser, il faut prendre le risque, il faut y aller.

POLENTA! – Quand vous parlez de risques, c'est au niveau individuel ou collectif ?

J.-J. DUCHÊNE – Les deux, individuel et collectif. Par exemple, on a pris des risques sur la gestion de l'espace : ça fait dix ans qu'on ne vend plus les terrains, on les loue pour que la collectivité garde la main dans le temps. Et on impose en plus des contraintes de respect du concept de Savoie Technolac. Par exemple, personne n'a le droit d'entretenir son jardin, c'est un système collectif.

POLENTA! – Ce n'est pas très libéral comme moyen de faire ?

J.-J. DUCHÊNE – On est très collectiviste au fond.

H. LAURENT – Oui, c'est du collectivisme.

C. MÉRIGUET – Ce n'est pas parce qu'on fait de l'économie qu'on est des libéraux.

H. LAURENT – Ce sont des emplois durables et de l'économie durable.

POLENTA! – Pourtant, vous avez utilisé à plusieurs reprises le terme de libéral.

C. MÉRIGUET – Oui, mais ce n'est pas au sens politique.

Au bon vieux temps du féodalisme, les seigneurs aussi collectivisaient leurs terres pour préserver leurs propres intérêts, euh... concepts...

On raille le passé

Faisons le point. D'un côté, nos interlocuteurs se défendent de faire de la politique. De l'autre, ils affirment fièrement ouvrir la voie, dessiner les tendances de développement et les aménagements du territoire, reléguant les politiques à de l'accompagnement. Paradoxal ? Non, logique : convaincus qu'ils savent ce qui est bon pour nous et pour la société, ils prennent leurs responsabilités et nous ouvrent la voie au bonheur.

J.-J. DUCHÊNE – L'emploi dans les groupes, ça n'existe plus. Ce qui fait de l'emploi c'est les start-up, c'est l'auto-entrepreneur.
POLENTA! – L'objectif alors, c'est d'avoir des milliers de jeunes entrepreneurs ?
J.-J. DUCHÊNE – Il y a quinze ans, j'avais défendu, mais tout le monde s'était foutu de ma tête, le principe que c'est à l'école maternelle qu'on devait apprendre à : être entrepreneur, entreprenant, entreprendre sa vie, devenir responsable, autonome, se démerder quoi, faire avec la vie. C'est ça être entrepreneur ! C'est ne pas avoir peur, avoir le goût du risque, être solidaire, savoir travailler en équipe, etc.
POLENTA! – Et le rapport avec le bon sens paysan ?
J.-J. DUCHÊNE – Il y a eu les trente glorieuses qui ont privilégié la grande entreprise, le paternalisme. On a dépossédés les gens de leurs responsabilités et de leur autonomie, on leur a dit comment il faut faire : le salariat. Il faut revenir à l'autonomie individuelle. C'est d'ailleurs la thématique de notre incubateur, on apprend à être soi-même entreprenant. C'est surtout le comportement qu'on travaille : prendre en charge sa vie, prendre ses propres décisions et non pas se rendre dépendant vis-à-vis d'un tiers. Après tout, c'est un choix de société aussi. Il me semble qu'être autonome, responsable, prendre des décisions sur soi, ça rend heureux. Alors qu'être dépendant, soumis, assujetti...
POLENTA! – On ne le choisit pas forcément.
J.-J. DUCHÊNE – On ne le choisit pas, c'est pour ça que si la société peut l'influencer, c'est une bonne chose. Si on allait dans ce sens, peut-être qu'on rendrait les Français un peu plus heureux, moins dépendants des systèmes sociaux, donc plus libres. Parce que c'est ça qui est bien, c'est la liberté !

L'entrepreneuriat pour briser les chaînes de la servitude ? Pour le directeur de Savoie Technolac, il n'y a qu'un modèle de personnalité qui vaille la peine : vif, responsable, émancipé, en un mot : le leader. Heureusement qu'on n'est pas salariés chez eux...

On exploite son talent

POLENTA! – Ça veut dire qu'on pourrait tous être entrepreneurs alors ?
H. LAURENT – Mais on est déjà tous entrepreneurs.
C. MÉRIGUET – On l'est déjà, naturellement.
POLENTA! – Mais à Technolac par exemple, il y a bien des personnes qui doivent faire le ménage, entretenir les espaces verts...
J.-J. DUCHÊNE – Ben, on peut être auto-entrepreneur pour faire le ménage, ça n'empêche pas.
POLENTA! – Ne vaut-il pas mieux être salarié avec la protection sociale offerte aujourd'hui en France ?
J.-J. DUCHÊNE – C'est la représentation dont vous avez hérité avec le système de 1936. Mais ce statut très protégé qu'on a en France est en train d'évoluer parce que l'économie est devenue mondiale et qu'elle obéit à des modèles qui sont différents.

Les entrepreneurs qui intéressent Savoie Technolac, ce ne sont toutefois pas ceux qui se lancent dans le ménage. Ce sont plutôt ceux qui ont du talent, « ceux qui ont déjà eu la petite étincelle de l'idée », selon les mots d'H. Laurent. Et dénicher ces talents, c'est le boulot de Savoie Technolac. Le 6 décembre dernier par exemple, la technopole organisait l'événement « J'aime mon boss, c'est moi ! », au slogan fédérateur et évocateur : « Créer votre boîte avant 30 ans, c'est possible ! ». L'objectif affiché ? « Sensibiliser toujours plus de jeunes à l'entrepreneuriat ».

On peut vous aider

C'est en décidant de s'en prendre à notre petit journal qu'ils nous assènent le coup fatal. Nous optons pour une défense minimale.

H. LAURENT – On pourrait renverser la question. Pour quelle raison avez-vous créé *Polenta!* ?
C. MÉRIGUET – C'est ce que j'allais dire : entreprendre, c'est exactement la démarche qui vous anime.
POLENTA! – Vous nous considérez comme des entrepreneurs ? Nous ne sommes qu'une modeste association loi 1901 qui ne cherche pas à dégager de bénéfices, ni même à rémunérer notre travail.
C. MÉRIGUET – Oui, mais vous êtes entreprenants.
POLENTA! – On n'est pas du tout dans le même modèle économique qu'une start-up.
H. LAURENT – Ça c'est le caractère innovant de l'économie sociale et solidaire.
POLENTA! – Alors on pourrait se faire incuber ?
H. LAURENT – Oui, bien sûr, volontiers ! Si l'entreprise se développe et réussit à atteindre l'objectif qu'elle s'est fixée, que ce soit beaucoup d'argent, l'équilibre ou une association, elle est forcément innovante parce qu'elle met en œuvre des processus, des idées, de la créativité, des façons de réinventer la « vente à la criée », avec ses propres valeurs, ses propres ambitions : tout ça, c'est une dynamique entrepreneuriale !
J.-J. DUCHÊNE – Au fond, c'est de l'épanouissement personnel, c'est tout ! Et c'est sûrement une des valeurs que vous avez, vous avez envie d'être vous-mêmes, d'assumer vos responsabilités et de vous prendre en charge. C'est ça l'entrepreneuriat ! L'épanouissement personnel amène à l'entrepreneuriat.
C. MÉRIGUET – L'entrepreneuriat, ce n'est pas la culture d'entreprise.
J.-J. DUCHÊNE – Si on n'a pas confiance en soi, qu'on est habitué à être commandé, à la fermer, à ne pas être indépendant, on va chercher à être salarié pour se mettre sous la coupe de quelqu'un qui va nous dire ce qu'il faut faire.
H. LAURENT – L'idée, c'est que l'individu, du moment où il sort du ventre de sa mère jusqu'au moment où il rentre dans quatre planches, il entreprend tout le temps. Vous avez appris à marcher, vous avez appris à lire, vous avez appris à écrire, vous avez appris à parler anglais, vous avez appris un métier, vous le mettez en œuvre...
J.-J. DUCHÊNE – On vous sent attentifs, vigilants, critiques, pas du tout assujettis. Quelque part, vous ne voulez pas l'avouer, mais vous êtes une start-up. Vous êtes des gens engagés dans une démarche qui vous convient, ça vous plaît, vous y passez vos nuits, comme tous les gens qui bossent dans des start-up. C'est des challenges, c'est des aventures. Vous êtes donc complètement dans ces logiques-là, oui.

Sur le coup, nous n'avons rien osé rétorquer. Ne voulant pas rompre l'enthousiasme ambiant, nous nous sommes laissés traiter d'entrepreneurs. Faiblesse, masochisme ou fourberie ?



POURQUOI POLENTA! N'EST PAS « DANS CES LOGIQUES-LÀ ».

Très chers Jean-Jacques, Cécile et Hervé, nous avons le regret de vous annoncer que *Polenta!* n'est ni innovant ni entreprenant. Pire, qu'il ne souhaite pas l'être, qu'il refuse de l'être. Notre journal mourra sans doute bientôt, pas une thune en poche, laissant au mieux quelques braises dans une cheminée.
Pour vous, faire est synonyme d'entreprendre. On n'agit pas, on ne fait pas, on entreprend. Si, dans l'équipe, nous sommes plusieurs à avoir fait des études, nous ne les avons pas « entreprises ». Nous avons appris des choses, voilà tout. Et nous avons décidé de ne pas nous en servir pour avoir du pouvoir. Non, messieurs-dames, faire n'est pas entreprendre. Si j'ai un enfant, je n'entreprends pas d'avoir un enfant. L'être humain n'est pas par essence un entrepreneur. C'est vous qui choisissez de coller ce mot sur nos actions.
Pour nous faire avaler la couleuvre, vous nous faites croire qu'il s'agit d'épanouissement personnel, d'émancipation. Mais votre entreprise, votre innovation, vous l'avouez vous-mêmes, elle est dépendante du marché. C'est le marché, c'est d'abord le marché et ensuite, éventuellement, votre créativité, qui décide de vos actions pour vous. Croyez-vous vraiment que votre créativité individuelle puisse influencer le marché ? Nous ressentons quelque tristesse à vous savoir asservis à de telles croyances.

À moins que vous fassiez partie des élus. De ceux qui ont eu de la chance, celle d'être né au bon endroit, celle d'avoir les bons amis, celle d'avoir trouvé acheteur puissant pour ses idées et ses forces de travail. Vous parlez de talent, nous parlons de privilèges et d'opportunisme. Bien qu'il faille sans doute un certain talent au requin pour broyer sa proie...
Vous voulez nous faire croire que cela ne dépend que des seuls individus et de leur capacité à être libres ? Votre liberté, c'est celle offerte par le marché, celle qui s'acquiert avec de l'argent. Pire, votre liberté, c'est celle qui écrase les autres. Vous devez votre place au travail des milliards d'individus sur la planète qui n'ont pas eu votre chance. Et nulle école maternelle innovante et entreprenante ne saura donner cette chance à tous. La chance, c'est exclusif et ça ne s'acquiert pas.
Alors voilà, au risque de vous décevoir, sachez qu'à *Polenta!*, nous ne sommes pas de ce monde-là. Nous ne sommes que de modestes journalistes sans ambition, si ce n'est produire une information locale qu'on espère de qualité. Nous n'avons aucune prétention à faire du neuf. De fait, nous faisons un journal papier que nous distribuons à bicyclette et dont la vente suffit seulement à rembourser son impression. Y a-t-il plus rétrograde ? Avons-nous un quelconque avenir ?



Comme une aile sans avion

Des mois déjà que notre reporter *es-maïs* souhaite passer une journée à l'aéroport de Chambéry-Savoie, histoire de voir et de raconter ce qu'il s'y passe. Il faut dire que ça avait mal commencé, avec deux échecs, un premier cet été et un second à l'automne : l'aéroport était désert, seuls quelques employés s'affairaient à l'entretien du bâtiment. Rien d'étonnant puisque celui-ci n'est quasiment utilisé que pour acheminer les touristes aisés à destination des stations de sports d'hiver. En cette période de disette budgétaire, les aéroports de ce type (à faible trafic) sont un luxe que de moins en moins de collectivités locales sont en mesure de s'offrir : leur maintien est payé au prix fort grâce à l'argent public. Celui de Chambéry-Savoie ne doit sa survie qu'à cette niche du tourisme hivernal. Avant d'arriver en bout de piste ?

Lundi 16 janvier

Pourtant, tout avait bien commencé. Le thermomètre affichait un superbe -6° C et enveloppé de douillettes mélodies de jazz, mon vaisseau glacé et moi fendions l'air polaire sous un ciel limpide. Motivé comme jamais, j'étais prêt à rédiger LE papier total sur l'aéroport Chambéry-Savoie, celui qui concourrait sans l'ombre d'un doute pour le Prix Pulitzer 2017. Arrivé sur place, le soleil frappait les parois vitrées d'une structure qui ressemblait vaguement à une vaste aile d'avion coiffant un ensemble rectangulaire d'acier et de verre.

Mais, passé les portes coulissantes, je compris que ce n'était pas le jour idéal. Mes pas frappaient sur les dalles bleues anthracite d'un hall résonnant d'un vide abyssal.

- *Bonjour, je viens faire un reportage sur votre aéroport, dis-je.*

Derrière le comptoir de l'accueil, une fille au teint diaphane leva alors sur moi un regard porté par des yeux noirs perçants.

- *Il faut demander une autorisation à notre chargée de communication. Je vais voir si elle est là... qu'on ne vous laisse pas déambuler comme ça...,* répondit-elle sèchement, accompagnant sa fin de phrase de grands gestes ouverts désignant les lieux.
- *C'était simplement pour faire un reportage façon « immersion », sur le mode « une journée à l'aéroport »... Mais là, c'est très calme...*
- *Notre partie vols commerciaux fonctionne uniquement le week-end. Sinon, il y a les vols privatisés dont l'accueil se trouve plus loin à l'extérieur...*
- *Donc aujourd'hui, ici, il n'y a pas de vol du tout ?,* insistai-je.
- *C'est ça, zéro vol ! Mais, pour plus de questions, je vous le répète, il faudra revenir parce que notre aéroport est géré par Vinci, alors...*

Aucun avion en semaine en pleine saison hivernale et un aéroport géré par le spécialiste des parkings et des portions autoroutières, voilà qui commençait fort et d'une manière un poil déroutante !

Je rebroussais donc chemin et rangeais avec le plus grand soin le numéro de téléphone de la responsable com' dans la première poubelle Vinci Airport venue, en m'interrogeant sur le grignotage de l'espace public par les grands groupes et l'obsession quasi compulsive de ces derniers à vouloir contrôler leur image. Un peu à la façon d'une famille mafieuse de Little Italy qui vous accueille bras grands ouverts et sourire aux lèvres dans sa pizzeria, pour mieux vous installer sur la petite table en vitrine, loin du rideau qui cache les activités d'arrière-cuisine. J'étais en tout cas décidé à me passer de leur accord et à m'installer discrètement pour dîner à la table qui me conviendrait.

Dimanche 22 janvier

8 h. Changement d'ambiance. Dans un ciel couleur mercure chargé en particules fines, l'astre solaire tenta de brûler quelques feux puis disparut totalement. Humide et froid. Un temps pourri, rien de tel pour préparer au retour les centaines de Britanniques récemment débarqués d'énormes bus Pullman rangés devant les portes vitrées de l'aéroport. Descendus des stations en traînant leur barda à roulettes avec eux, ils se pressaient autour des comptoirs d'enregistrement, ouverts cette fois, pour Southampton, Birmingham ou Edimbourg. Installé du haut d'un promontoire surplombant la foule, j'observais le flux migratoire. Coups de soleil, vestes multicolores et flashy, bonnets à pompon, teints pâlichons et taches de rousseurs formaient des files compactes serpentant sur des dizaines de mètres. De jeunes employés dirigeaient mollement les égarés aux doudounes floquées aux noms des tours opérateurs anglais Esprit et Ski Total.

Vers 9h. D'autres bus arrivèrent encore. En quelques minutes, la foule avait doublé. La file pour Bristol était en voie d'engorgement et malgré le calme relatif, l'aéroport semblait d'un coup trop étroit et trop frêle. La machine tournait. La foule grossissait dans l'aérogare, puis la source s'épuisait, les passagers se dispersaient pour mieux se rassembler par groupes, plus petits, et les avions les emmenaient loin, à des milliers de kilomètres à l'heure... Alors, d'autres bus arrivaient, se garaient proches, les uns derrière les autres, et lâchaient à nouveau les mêmes vestes flashy, bonnets à pompons, taches de rousseurs... C'était sans fin et il faut l'avouer, diablement bien organisé. Tout ça « baignait dans l'huile ». Le seul hic, car il y en avait un, c'est que le tourisme de masse grippait la machine. Le flux était dense, il fallait le canaliser, rassurer la foule, la faire passer par tous les rouages. C'était laborieux et parfois assez incontrôlable. Les queues s'élevaient. Il fallait attendre et attendre encore. Et la belle mécanique des vacances s'enrayait. Partout, on avançait pas à pas. Aux caisses pour récupérer son forfait, aux remontées mécaniques, aux comptoirs des self-services, devant les portes du bus, aux guichets d'enregistrement, aux contrôles douaniers... Tout cela était très pénible. Mais surtout cela reproduisait les mêmes schémas des villes engorgées, même frénésie et exaspération que l'on était venu chasser, justement, le temps d'un séjour à la montagne.

10 h. Délaissant un moment le foisonnement de vestes hoodies, je quittais le brouhaha de l'accueil pour m'engouffrer dans le café-snack L'Influence, qu'on aurait pu aisément rebaptiser L'Affluence tant il était pris d'assaut par la marée britannique. Perdu dans les flots de boucles blondes et d'accents pointus, je me retrouvais gueux au milieu des sujets de Sa Gracieuse Majesté. Nul savoyard n'était en effet venu profiter d'un vol pour la Grande-Bretagne. Élémentaire, mon cher Watson : Londres en janvier, voilà qui ne vend pas du rêve. Sur le bois sombre des tables, l'American coffee régnait en maître. Qui a dit que les Anglais ne buvaient que du thé ? Je passai commande, précisant « un expresso » pour éviter le grand bouillon fadasse. 1€70 pour un café correct mais servi en gobelet, accompagné de sa touillette en bois... Pas d'erreur, on était bien dans un aéroport. Sur le mur du fond, un écran projetait L'Équipe TV bloquée sur une manche de la coupe du monde de biathlon. Les grands bretons regardaient le spectacle avec des yeux ronds. Difficile de capter l'attention. Les aéroports, zones de transit, sont des lieux où l'esprit vagabonde. Il glisse sur les souvenirs de neige encore toute fraîche et de pistes immaculées, inondées de soleil ou se perd déjà dans d'opiques brouillards mancunien ou londonien. Les yeux errent dans le vague et les nez sont plongés dans les lueurs bleutées des smartphones. M'accrochant à mon gobelet en carton comme à une bouée en pleine tempête au milieu de la Manche, je me mis à marmonner à mon voisin, pointant l'écran d'un mouvement de tête :

- *Heu...Sori, dou you no... zis sport...in England ?* Dans une langue de Shakespeare rendue soudain aux Télétubbies.
- *Yeah ! Bien sûr. Vous devez skier et tirer, et après re-skier et tirer encore !*

Georges, tout jeune retraité londonien aux cheveux blancs argentés magnifiques, incarnait le parfait dosage entre classe british et élégance naturelle. Sa mâchoire abîmée sur le côté droit était marquée d'une importante cicatrice. Étonnamment, ce côté « gueule cassée » ne faisait que souligner sa beauté. C'était un inconditionnel du terminal Chambérien. « *Cet aéroport n'est pas le conventionnel pour les stations. Les gens atterrissent plus à Genève, Grenoble ou Lyon. m'apprit-il, mais moi, je préfère celui-là, et de loin. Il est plus petit et seulement à 1h30 des stations.* » Un avis loin d'être unanime chez ses compatriotes. « *Les gens que je connais n'apprécient pas beaucoup cet aéroport parce que dès qu'il y a du brouillard ou un temps couvert, l'avion peut être détourné et envoyé sur un autre lieu d'atterrissage. Et ça, c'est tout de suite des retards et des problèmes. Il y a des histoires comme ça de passagers qui ont finalement touché au but avec 12 heures de retard ! Sans prise en charge, ni rien. C'est pour ça que les gens n'aiment pas cet aéroport, ils préfèrent la sécurité, car ils ont peur du pépin.* » Pas de quoi effrayer Georges pourtant, digne représentant du flegme britannique. « *Moi, je suis confiant de nature. Je suis déjà venu ici l'année dernière et tout s'est bien passé. La semaine dernière, juste avant d'arriver, il neigeait et ça s'est dégagé juste pour notre atterrissage. Voyez, j'ai de la chance !* » Devant son café noyé sous une bonne chape de mousse de lait, il ajouta, avant de sauter dans son Boeing : « *Les pilotes doivent être sacrément bons ici, parce que la vallée est encaissée, on frôle les montagnes et la piste est courte.* Il ne me fallut pas longtemps pour trouver

une de ces fameuses victimes de cette malédiction « Chambéry Airport ». À la table voisine, une mère de famille de Windsor, en vacances avec toute sa tribu, triturait nerveusement son passeport aux armoiries royales. Selon les propres termes d'Élizabeth, l'aller fut un « disaster ». Le premier avion qui devait leur garantir une arrivée à Val d'Isère à 15h a été purement et simplement annulé... « *Pas assez de monde* », croyait-elle savoir. « *On aurait pu avoir les forfaits dans l'après-midi et commencer à skier, au lieu de ça, on est arrivés dans la nuit noire.* » « *C'était un vol low cost ?* » Elle me regarda les yeux écarquillés : « *Même pas, British Airways ! Mais ils ont été en dessous de tout ! Ni repas de substitution, ni eau, ni rien.* » me répondit-elle, agrippée à sa bouteille de Perrier. « *La prochaine fois on voyagera sur Genève ou en Eurostar* ». En grande habituée des stations savoyardes, elle, son mari et sa tribu d'ados avaient déjà skié à La Plagne, Val Thorens, Courchevel... Mais avait-elle déjà pris le temps de visiter Chambéry ?

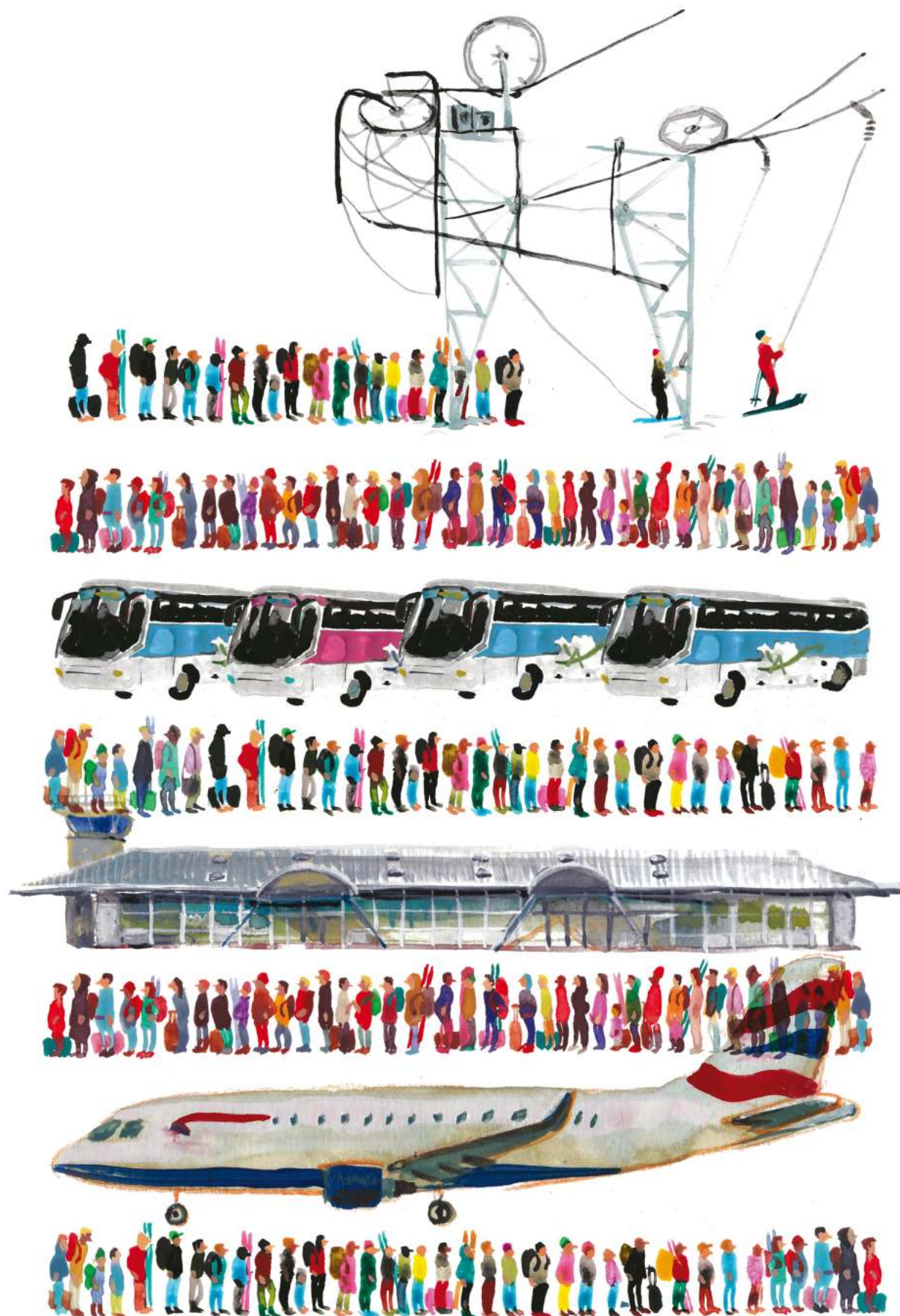
- On s'est arrêtés une fois. On était en voiture et on est tombés en panne... Sinon, c'est tout ! C'est comment ?
- Joli, vous devriez venir une fois !
- Oh, vous savez quand on est là-haut, pas facile de descendre et ça prend beaucoup de temps sur la route, alors...

Je me lançais dans un cours rapide genre « La Savoie pour les nuls » et lui apprenais les liens historiques liant la région au Piémont et à la Sardaigne. « *Est-ce que les gens de Chambéry parlent italien alors ?* » « *Non, malheureusement...* ». Puis elle se leva rapidement, sonnait le rassemblement autour d'elle. Son avion pivotait déjà sur la piste. Cette fois, ça avait l'air bien parti.

12h. Le vrombissement aigu des moteurs s'était tu et l'espace retrouvait le calme idéal pour la pause déjeuner. Sur le tarmac gris les vestes orange s'activaient sans hâte pendant qu'un Boeing 747 de la compagnie TUI manœuvrait au ralenti auprès d'autres gilets jaunes. À l'autre bout des pistes, l'Université de Savoie Technolac étalait ses barres blanches et grises d'une verticalité parfaite, dominée par l'ombre noire, imposante et légèrement angoissante du Mont du Chat. Les vitrines du snack affichaient ses sandwiches ham, butter and cheese, pizzas, ciabatta et autres quiches lorraines aux reflets plastifiés. Heureusement, un bout de galette des rois que j'avais eu la présence d'esprit d'emporter pour la journée allait pouvoir me tirer d'affaire. J'en profitais pour filer (à l'anglaise of course !) prendre l'air au bord du lac.

14h. Ciel bas, mornes rives et canards frigorifiés. C'est avec un plaisir non feint que je retournais, le corps traversé de frissons, sous l'aïlillon protecteur et chaleureux de mon aéroport chéri. Début d'après-midi des plus paisibles. Aucun vol entre midi et 17h. La grosse carcasse métallique s'offrait une bonne sieste digestive. Seuls quelques passagers, prévoyants ou perdus, étaient là, sans doute pour les vols du soir. Je retrouvais le bar où tout n'était que luxe, calme et nuage de lait. La somnolence générale guettait. Histoire de combler le vide, je m'offris une bouffée de fumées baudelairiennes en ouvrant *Le Spleen de Paris*, pour tenter d'y trouver quelques correspondances avec mon expérience du jour. Je tombais sur ce texte court et désabusé, intitulé : *Le port*. « *Un port est un séjour charmant pour une âme fatiguée des luttes de la vie. L'ampleur du ciel, l'architecture mobile des nuages, les colorations changeantes de la mer, le scintillement des phares, sont un prisme merveilleusement propre à amuser les yeux sans jamais les lasser. [...] Et puis, surtout, il y a une sorte de plaisir mystérieux et aristocratique pour celui qui n'a plus ni curiosité ni ambition, à contempler, couché dans le belvédère ou accoudé au môle, tous ces mouvements de ceux qui partent et de ceux qui reviennent, de ceux qui ont encore la force de vouloir, le désir de voyager ou de s'enrichir* ». Ayant l'avantage de remplir tout un paragraphe sans fatiguer le scribouillard, ce texte publié en 1869 recèle une indéniable beauté et quelques vérités. Songeant à l'excitation communicative des grands départs, je me demandai si le génie torturé de Baudelaire aurait été compatible avec les vibrations d'aéroport, quand mes paupières se mirent à papillonner lentement, puis à se clore. Le moment était aux vapeurs de sieste, aux jaillissements soudains de songes d'un passager sans avion.

15h30. Au réveil, un bourdonnement sourd sifflait dans mon crâne. Le manège avait repris et le branle-bas était un peu trop brutal pour une âme à demi-endormie. À nouveau les mêmes Pullman et leurs carrosseries alignées. La scène avait un air de « déjà-vu », comme disent les anglophones, en français dans le texte. Préférant aller promener ma somnolence ailleurs, je démarrais un tour du propriétaire. C'était bien un aéroport, me dis-je après quelques pas, mais en plus petit. Bureau des taxes pas plus grand qu'une guérite, billetterie réduite à un ordi et une photocopieuse et jusqu'aux carrousels à bagages, formant un ovale de quelques dizaines de mètres à peine. Tout y était minuscule. Un peu comme dans une maison de poupée. À l'Alp' Store, la boutique souvenirs aux cartes postales à 2 € à l'effigie des stations de Courchevel, Val Thorens ou La Plagne, je pus constater une certaine passion pour les gels antibactériens. La vendeuse m'éclaira



sur une évidence qui m'avait jusqu'alors échappé : « *Les Anglais peuvent dépenser pas mal ici car ils liquident leurs derniers euros avant de retrouver la livre sterling chez eux* ».

Sous la maquette en bois d'un antique monoplane offert par la ville de Corbelin, je m'approchais d'une des jeunes filles au visage juvénile qui, comme moi, avait passé la journée au son des annonces d'embarquement.

- Vous travaillez pour un tour opérateur ?
- Oui.
- Vous restez ici toute la saison de ski ?
- Oui.
- Et vous descendez le week-end pour aider les gens à se diriger dans l'aéroport ?
- Oui.
- Et la semaine ?
- La même chose mais en station. Aider les gens, les guider.
- Et vous êtes bien payée ?

Elle rougit, et détourna le regard.

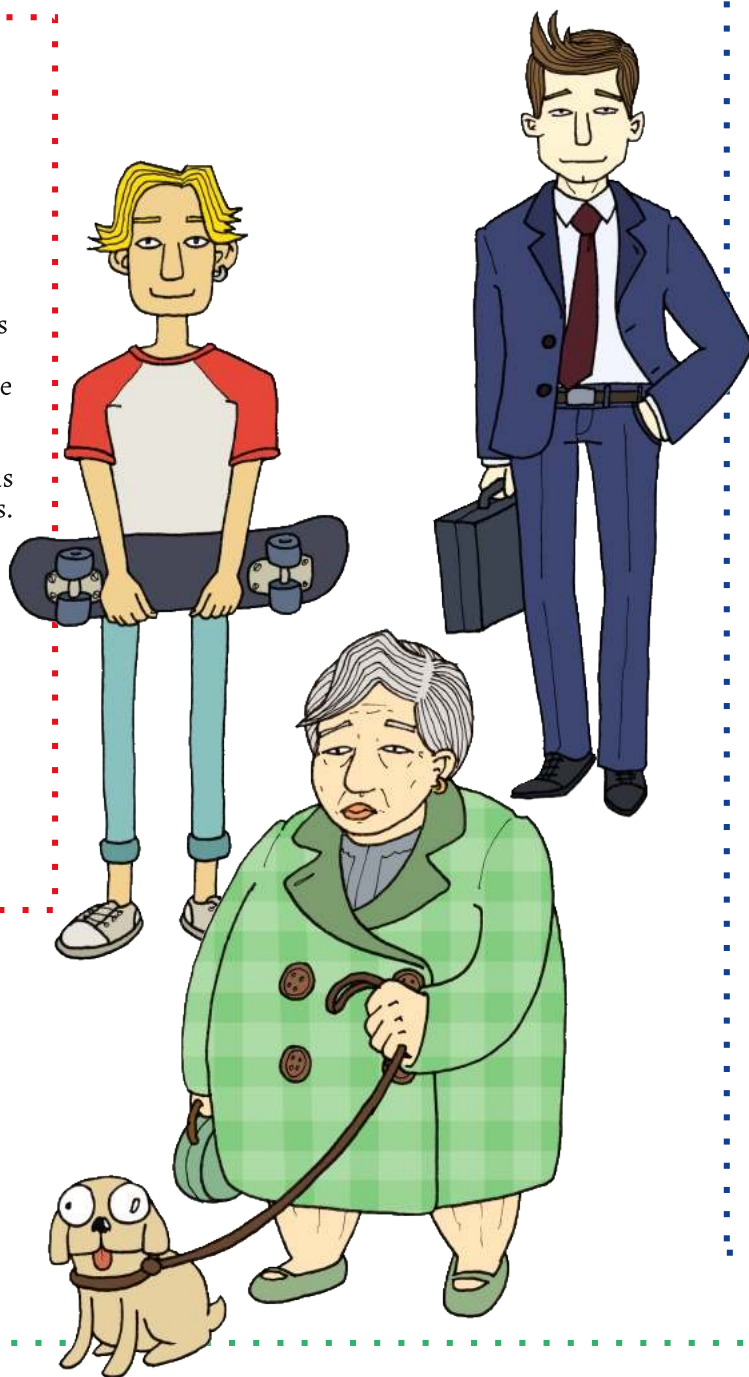
18h20. Les feux rougeoyants du dernier avion pour Londres venaient de se fondre dans un ciel d'encre noire. Les vestiges encore chauds de la zone aéroportuaire s'étaient vidés peu à peu de leur fluide humain. Les chaises du bar étaient renversées sur les tables et le hall s'était nimbé d'une lumière bleue céleste. Il était temps de quitter l'aile protectrice. La nuit et le parking me renvoyèrent à mes pensées. Qu'advient-il de ce terminal de poche qui s'anime quelques week-ends par an, territoire quasi-fantomatique dérivant à équi-espace temps entre les grands domaines de Tarentaise et la City londonienne, dans le monde du Brexit et de la raréfaction du flocon ? Je pris une grande bouffée d'inspiration. L'air sentait le froid.

DÉCONCERTANT

Chambéry métropole et ses communes multiplient les processus de consultation des habitants et les réunions publiques d'information sur leurs projets. La métropole de 2030, l'élaboration du PLU, l'avenir du quartier de la Cassine, le renouvellement urbain des Hauts de Chambéry, le réaménagement du boulevard de la Colonne... Voilà de quoi remplir allègrement l'agenda du citoyen consciencieux, avide de participer au processus démocratique de son lieu de vie. À rebours de ces initiatives de concertation, nous sommes allés recueillir la voix de celles et ceux qui n'y participent pas, c'est-à-dire la majorité de la population.

La Fabrique du territoire ? 2030 ? Toujours des dates lointaines où plonger l'imaginaire collectif, pendant qu'un pouvoir réel poursuit son objectif présent. Toujours un futur qui promet mieux, un avenir surprenant, charme des rêves de science-fiction. Désormais, nous avons perdu même la spontanéité de notre fantaisie, le progrès technique nous ayant conformés à une vision standardisée. Quelle société d'escrocs, de manipulateurs, quel étoilement de mises en scène, une boule à facettes ce monde ! Et au bout du bâton : un smartphone. Mes chers messieurs, je me fous de 2030.

« *Aller plus loin* », incroyable comme nous nous laissons séduire par des slogans manifestement privés de sens. La publicité nous a bien habitués. Toujours plus grand, plus loin, plus rapide, performant, innovant, cela me fait penser à certaines vieilles réclames de cigarettes bonnes pour la santé. Mais qu'ils aillent au diable, que le siège du pouvoir se brise en mille morceaux. Retrouvons la naïveté d'une action immédiate ! Redescendons dans la rue, éteignons les écrans ! Bien sûr, 2030, vers une société meilleure, sans « *public en difficulté d'insertion* », tout sera magnifique. Que Dieu ait pitié de nous, quand tout sautera.



Pour croire en quelque chose, je dirais qu'il faut soit être d'un caractère confiant, soit avoir pu déjà expérimenter que cela fonctionnait. De mon côté, tout ce que j'ai pu côtoyer me montre des processus de concertation qui se résument à un voile de démocratie pour embellir une réalité bien plus autoritaire, à une validation qui permet d'asseoir une décision déjà prise depuis longtemps. J'ai beau chercher dans mon vécu, je ne trouve malheureusement pas d'expériences positives. J'ai le sentiment que ce que l'on souhaite de moi, ce n'est ni ma participation ni mes idées mais un sésame qui une fois acquis permet tout, car on peut écrire « Démocratie » en grand.

Je me rappelle chez moi, aux Marches, lorsqu'ils ont fait le golf, en 2011. La plupart des habitants étaient contre, la commissaire chargée de l'enquête publique était contre, le conseil municipal a renoncé à réviser le PLU qui en permettait la construction et pourtant, aujourd'hui, on a un golf. Par contre, le peuple a récemment voté en faveur de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et on a crié : « Ainsi soit-il, le peuple a parlé » ! Finalement, mon avis ne compte que quand il correspond à l'avis dominant. Notre société n'a jamais eu une culture de la décision collective qui incluerait la diversité. On est dans une société narcissique avec de forts enjeux de pouvoir, d'argent et d'ego.

Croire que l'avis du peuple peut avoir une influence, ce n'est pas de la confiance, c'est de l'ignorance ou de la fuite. La concertation, c'est l'art d'orienter les idées pour qu'elles correspondent aux projets déjà bien ficelés par les élites. C'est vouloir nous faire croire que l'on a encore (l'a-t-on déjà eu ?) un rôle politique en tant que citoyen. C'est l'art de déguiser l'autoritarisme en un jeu où tu participes. En nous impliquant fausement dans des processus de participation, non seulement on ne nous donne aucun pouvoir mais en plus, on nous implique dedans ! Nous voilà pour le coup responsables collectivement. Le décideur peut maintenant agir « au nom du peuple ».

Je pense qu'il ne faut plus participer aux processus de concertation. J'ai été dans le milieu associatif toute ma vie, j'ai passé énormément de temps à essayer de faire passer des idées un peu différentes. Ah ça, j'en ai fait des réunions, j'en ai fait des lettres aux élus. Mais on ne nous a jamais écoutés. Entendus oui, écoutés non. Mais le pire, c'est qu'ils ont toujours tout déformé. Nous, on parlait d'écologie, d'environnement, ils nous disaient « *oui oui bien sûr* », et après ils rasaient des jardins partagés et nous mettaient des fleurs en bac à la place, ou quelques légumes dans le coin d'une place. Et en plus, ils pouvaient dire qu'ils nous avaient demandé notre avis.

Alors maintenant, je ne participe plus, je ne vais plus m'asseoir pour entendre leur blabla et poser une question ou faire part d'une inquiétude, je ne vais plus donner mon avis lors des consultations publiques. Et je crois qu'il faut qu'on soit nombreux à le faire et le dire haut et fort. Nous, individu-e-s, associations, collectifs, quartiers, entreprises... Eux font bien leurs petits films de propagande où on voit une vieille dame comme moi, un lycéen et un paysan y aller de leur avis, dont on dit qu'il est important. Alors faisons voir que nous ne participons pas et que ça a du sens de ne pas participer. Ça a du sens car nous participons à autre chose qui a son propre agenda, sa propre dynamique, ses propres thèmes de travail, de réflexion, d'action, nous faisons ce que nous avons à faire, ce que nous pensons juste et voilà. Mon travail associatif n'a jamais attendu l'approbation des élus. Évidemment que ce ne sont pas les habitants qui décident de ce qu'on va construire à la Cassine. Ni de ce qu'on y détruit d'ailleurs. On n'a pas vraiment le choix, qu'ils nous disent.

Alors voilà, j'en ai marre de m'intéresser à leurs intérêts, j'ai envie qu'on leur dise : « Vos projets ne nous intéressent pas ». Et qu'on s'occupe un peu des nôtres plutôt que de perdre notre temps à leurs réunions inutiles.